



PLATE-FORME DE L'OBSERVATION
SANITAIRE ET SOCIALE
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Séminaire régional 6^{ème} édition

La question du défi climatique dans les politiques publiques sanitaires et sociales

MARDI 27 JUIN 2023



Christine JAKSE

Dreets - Pilotage PFOSS



Sabine GUILLAUME

Dreets - Pilotage PFOSS



Soizic ARGAUD

ORS - Coordination PFOSS

Bienvenue



Séminaire régional 6^{ème} édition

La question du défi climatique dans les politiques publiques sanitaires et sociales

MARDI 27 JUIN 2023



Christine JAKSE

Dreets - Pilotage PFOSS



Sabine GUILLAUME

Dreets - Pilotage PFOSS



Soizic ARGAUD

ORS - Coordination PFOSS

Quelques mots d'introduction

Philippe LAVAL

Directeur de cabinet

Dreets Auvergne-Rhône-Alpes

Séminaire régional 6^{ème} édition

La question du défi climatique dans les politiques publiques sanitaires et sociales

MARDI 27 JUIN 2023



Christine JAKSE

Dreets - Pilotage PFOSS



Sabine GUILLAUME

Dreets - Pilotage PFOSS



Soizic ARGAUD

ORS - Coordination PFOSS

9h30 - Ouverture

Conférences

9h45

Acceptation des politiques de transition

Nicolas PALIOD - Drees

Indicateurs de développement durable

Hélène SOUAL - Insee

Anticiper, sensibiliser, accompagner

Hélène JOSEPH - CCAS d'Échirolles

Violaine COLONNA D'ISTRIA - AUCM

Céline FILLLOL - Département de l'Isère

11h00

Table ronde

PAUSE DÉJEUNER - REPRISE À 13h15

Séries thématiques

13h30

Précarité énergétique

Stéphane BARRIER - Dreal

Patrick GRIMAUULT - Cap rural

Claire DELFOSSE - LER

Anna LLOYD - ORS

Santé et environnement

Bruno FABRES - ARS

Séverine DEGUEN - Univ. Bordeaux

Lucie PELOSSE - IREPS

14h30

Genre et transition écologique

Jeanne BURGART GOUTAL - Philosophe

15h40

Conférence de clôture

16h30 - Clôture de la journée

Acceptation sociale des politiques de transition écologique

Quelle est l'opinion des Français à l'égard des politiques publiques mises en œuvre face aux problèmes liés à l'environnement ?

Présentation disponible à partir du 11 juillet 2023



Nicolas PALIOD

Bureau redistribution et évaluation

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

MARDI 27 JUIN 2023

Acceptation sociale des politiques de transition écologique

Ressources et références :

- Le Baromètre d'opinion de la Drees : [sources, outils et enquêtes](#)
- Baromètre d'opinion : [datavisualisation](#)
- Conseil national de l'information statistique (Cnis) : [Mesurer la transition écologique](#)
Colloque du 10 mai 2023
- Juillet 2023 : étude Drees sur l'acceptabilité sociale des mesures environnementales



Nicolas PALIOD

Bureau redistribution et évaluation

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

MARDI 27 JUIN 2023

Les indicateurs territoriaux de développement durable

Quelles sont les données nous permettant de suivre les politiques françaises concourant aux Objectifs de développement durable ?



Hélène SOUAL

Pôle de services pour l'action régionale (Psar) - Synthèses locales
Service études et diffusion - Insee Auvergne-Rhône-Alpes



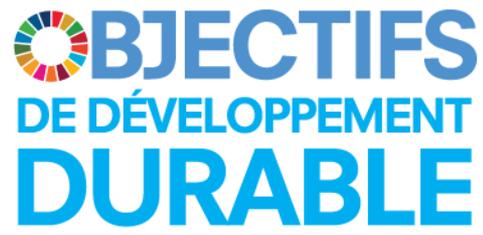
Les indicateurs territoriaux de développement durable

Hélène SOUAL

PSAR SL - DR Auvergne-Rhône-Alpes

Insee

Mardi 27 juin 2023



1. Comment sont-ils nés ?
2. Que contiennent-ils ?
3. À quoi servent-ils ?
4. Comment évoluent-ils ?

STOP QUIZZ

Quel est le département de la région où les inégalités sont les plus fortes ?

A. Le Rhône

ou

B. La Haute Savoie ?

Réponse

3/26



1. Comment sont-ils nés ?

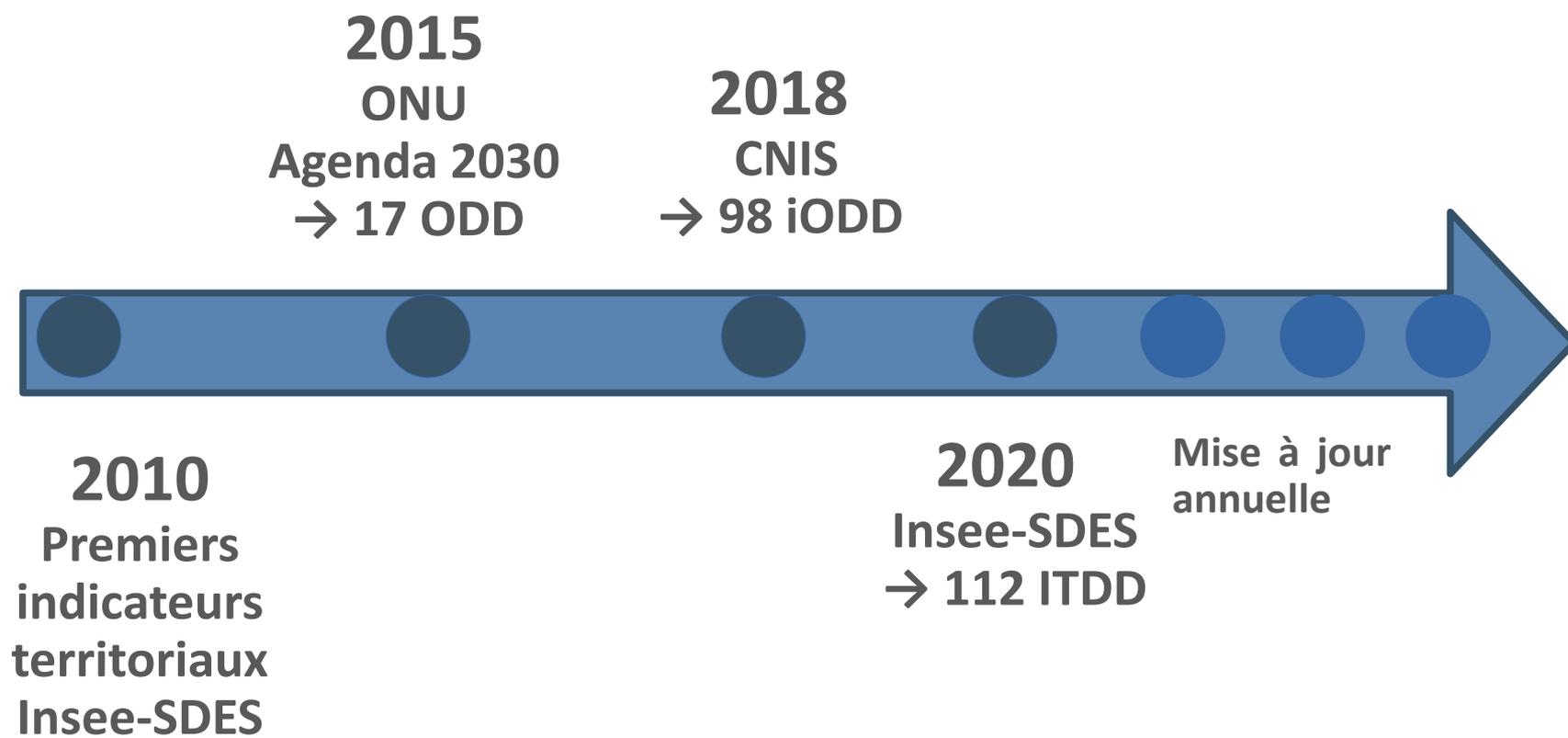
2. Que contiennent-ils ?

3. À quoi servent-ils ?

4. Comment évoluent-ils ?

Historique et contexte des ITDD

Partenariat de longue date Insee-Ministère de la transition écologique





Le choix des indicateurs (1/2)

Expertise et sélection

Élaborer le jeu d'indicateurs territoriaux de suivi des ODD cohérents et complémentaires aux indicateurs nationaux



Sélection

(facilité de mobilisation, disponibilité et spécificité locales, fraîcheur, pérennité)



Comparaison avec les indicateurs nationaux (cohérence, proxy)



Expertise (qualité, secret statistique)



Validation

(intérêt des indicateurs selon niveau géographique, définition des limites du champ thématique et d'étude)

Le choix des indicateurs (2/2)

Critères principaux

- Pertinence
- Pérennité – suivi historique
- Fraîcheur des données
- Cohérence avec les indicateurs nationaux

Le choix des indicateurs : Exemple

ODD 1 : Éliminer la pauvreté

Indicateurs nationaux	Indicateurs territoriaux
Taux de pauvreté monétaire	
Taux de privation matérielle et sociale	
Intensité de la pauvreté monétaire	
Taux d'effort net en logement	
Situation de surendettement soumises au commissions	
	Poids des prestations sociales dans le revenu disponible moyen

Les indicateurs territoriaux de développement durable (ITDD)



1. Comment sont-ils nés ?
2. Que contiennent-ils ?
3. À quoi servent-ils ?
4. Comment évoluent-ils ?

Contenu :

Les indicateurs par ODD

116 indicateurs et leurs variantes diffusés.

Chacun a été rattaché à 1 ou 2 ODD.



- 1- Pauvreté : 12 indicateurs (dont 3 iODD nationaux)
- 2- Alimentation : 8 indicateurs (dont 3)
- 3- Bien-être : 17 (dont 5)
- 4- Éducation : 2 (0)
- 5- Égalité des sexes : 3 (1)
- 6- Eau : 12 (5)
- 7- Énergie : 4 (1)
- 8- Croissance : 18 (4)
- 9- Infrastructures : 23 (3)
- 10- Inégalité : 7 (1)
- 11- Ville : 24 (3)
- 12- Consommation : 6 (2)
- 13- Climat : 11 (1)
- 14- Vie aquatique : 4 (1)
- 15- Vie terrestre : 9 (2)
- 16- Institutions : 1 (0)
- 17- Partenariat : 0 (0)

Contenu :

Une grande variété de sources

Quelques exemples de sources

- SDES

- enquêtes de consommation et de production d'énergie
- fichier central des automobiles, ...

- **Insee** (recensement de la population), Statistique agricole

- **Santé publique, Inserm**

- **Agence de l'eau, Ademe**

- **DGFIP, Banque de France, ONISR, Ministère de la défense, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ...**

Contenu :

Les bases de données

8 niveaux géographiques de diffusion :

- Communes
- EPCI
- départements
- régions
- province de France métropolitaine
- France métropolitaine
- France hors Mayotte
- France entière



Indicateurs et composantes sont diffusés

Contenu :

La documentation associée

Le guide d'utilisation

Une fiche par indicateur (et ses variantes)

Un dictionnaire des données

Un index par ODD



**Analyse Nouvelle des Territoires
avec les Indicateurs de Durabilité des Objectifs
de Transition Écologique**
(Investissement SL26b - ANTIDOTE)

Guide d'utilisation
(Version de janvier 2023)

Un co-investissement Insee/Sdes pour suivre les Objectifs de Développement Durable.

ODD	Indicateur	Région ?	Département ?	Commune ?	DOM ?	Millésimes disponibles	Source	
ODD 1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	I001	Taux de pauvreté monétaire (60 % du niveau de vie médian) total et par tranche d'âge des individus (de 0 à 29 ans, 30 à 39 ans, de 40 à 49 ans, de 50 à 59 ans, de 60 à 74 ans, 75 ans ou plus)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	2019	Filosofi
	I002	Intensité de la pauvreté	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	2019	Filosofi
	I003	Nombre de situations de surendettement soumises aux commissions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	2000 à 2021	Banque de France
	I004	Part des 0-17 ans vivant dans une famille sans actif occupé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Oui (uniquement 2017 pour Mayotte)	2013 ; 2019	Insee, Recensement de la population (exploitation principale)
	I005	Part de la population de moins de 65 ans à bas revenu	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Oui (sauf Mayotte)	2018 à 2021	CAF ; Insee, Recensement de la population - exploitation principale
	I006	Poids des prestations sociales dans le revenu disponible moyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		Seulement la Martinique et la Réunion	2019	Filosofi
	I072	Revenu fiscal déclaré médian par unité de consommation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		Seulement la Martinique et la Réunion	2019	Filosofi
	I073	Médiane du niveau de vie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		Seulement la Martinique et la Réunion	2019	Filosofi
	I079	Part des logements sociaux dans l'ensemble des logements (a), part des logements sociaux individuels dans l'ensemble des logements sociaux (b)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	2011 à 2021	SDES, répertoire du parc locatif social (RPLS) ; Insee, Recensements de la population - exploitation complémentaire

STOP QUIZZ

Quel est le département de la région où la part des surfaces agricoles cultivées en bio est la plus importante ?

A. La Drôme

ou

B. L'Isère ?

Réponse

14/26



1. Comment sont-ils nés ?
2. Que contiennent-ils ?
3. À quoi servent-ils ?
4. Des pistes pour l'avenir ?

Pour quels publics ?

1. Statisticiens

- Diffusion au réseau des **DR** (interne Insee)
- Diffusion au réseau des **DREAL** (par le SDES)
- Liens forts entre les deux réseaux pour exploiter ensemble les données



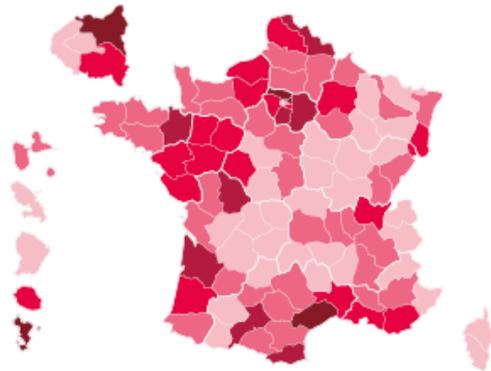
Exemples d'utilisations – niveau national

La France et ses territoires – Édition 2021 : Spécificités des départements français au regard du développement durable

L'artificialisation des sols se poursuit davantage dans les zones démographiquement dynamiques

↗ **Les plus fortes hausses**
Val-d'Oise
Seine-Saint-Denis
Mayotte...

→ **Stabilité de l'artificialisation**
Charente
Paris
Hauts-de-Seine...



Part de la surface nouvellement artificialisée entre 2012 et 2018

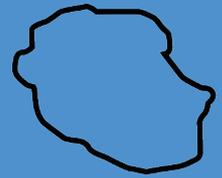
Les écarts de salaire femmes-hommes sont plus importants dans les départements industriels et ceux où les cadres sont plus nombreux

Dans le Territoire de Belfort, les femmes gagnent en moyenne **23 % de moins** que les hommes par heure



Écart de salaire horaire moyen entre les femmes et les hommes en 2015

Exemples d'utilisations – niveau régional



La Réunion : dossier de 6 publications en 2021



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA RÉUNION

La Réunion face au défi du changement climatique : entre constats et solutions

Insee
Mesurer pour comprendre

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA RÉUNION

Malgré les efforts de protection, la biodiversité est de plus en plus menacée

Insee
Mesurer pour comprendre

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA RÉUNION

Santé et conditions de logement s'améliorent, mais les enjeux d'environnement et d'accompagnement du vieillissement restent forts

Insee Analyses La Réunion • n° 62 • Octobre 2021

Insee Analyses La Réunion

Agenda 2030

À La Réunion comme ailleurs, les températures augmentent depuis l'effet de serre en constante hausse provient de la consommation d'énergie pour se déplacer ou pour produire. L'impact des activités humaines se transforme en mix électro-thermique d'énergie provient uniquement d'énergie aux énergies fossiles pour diminuer la consommation d'énergie. Renforcer le recours aux énergies renouvelables et le développement des énergies électriques ainsi que le développement de la crise sanitaire, la dépendance de la Réunion à l'égard du gaz à effet de serre. L'activité humaine produit au niveau mondial une quantité de déchets produisant une économie circulaire.

Insee Analyses La Réunion • n° 64 • Octobre 2021

Agenda 2030

La transition écologique de La Réunion est indissociable de la préservation de sa biodiversité riche de nombreux milieux naturels et espèces uniques au monde. Cependant, un quart des espèces indigènes présentes est menacé de disparition. En réaction, le nombre d'espèces protégées réglementairement a fortement augmenté ces dernières années, tout comme la part des espaces naturels protégés. Pour préserver la biodiversité de l'île, des milieux naturels en bon état de conservation sont indispensables. La lutte contre l'implantation et la dissémination d'espèces invasives passe par une détection précoce, en combattant leur expansion ou en les éradiquant. Les milieux subissent aussi la pression des activités humaines. En particulier, l'état des masses d'eau superficielles et littorales se dégrade avec des ruptures importantes de continuité écologique de cours d'eau. Les récifs coralliens ne sont pas en bon état et leur situation se détériore depuis les années 1970.

Les crises sanitaires auxquelles La Réunion est exposée – chikungunya, dengue, Covid-19 – rappellent que la santé humaine est directement liée au respect des équilibres environnementaux.

Insee Analyses La Réunion • n° 62 • Octobre 2021

En 2030, l'espérance de vie à la Réunion, mais cette hausse ralentit depuis 2011. En effet, les maladies chroniques comme le diabète sont plus répandues, exposant la Réunion à des formes graves de Covid-19. Le système de santé dépend pour partie de la qualité de l'environnement, qui reste très minoritaire. La consommation individuelle en eau s'accroît avec l'assainissement collectif augmente, mais les logements continuent de s'améliorer. Les personnes en attente de logements sont de plus en plus nombreuses. Le Plan Logement Outre-mer 2020, pour objectif de répondre à ces besoins. L'extension de la population au risque naturel.

1. Évolution de la température

Depuis 50 ans, les températures moyennes à La Réunion ont augmenté de près de 1 degré, avec un réchauffement de l'ordre de 0,18 °C par décennie. Cette évolution est du même ordre qu'au niveau mondial. Ce réchauffement se situe bien au-delà du seuil de 0,12 °C fixé par l'accord de Paris sur le climat de 2015. Cet accord vise à contenir l'élévation de la température de la planète à moins de 2 °C en 2100 par rapport aux niveaux préindustriels (1880). En l'absence de politiques fortes d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre telles que prévues par les États signataires des accords de Paris, les températures pourraient encore augmenter d'environ 3 °C à La Réunion d'ici la fin du siècle, selon Météo-France. C'est pour cela

18,

La Réunion fait partie de l'ensemble « Madagascar et Îles de l'Océan Indien », un des 36 hauts lieux ou hotspots de la biodiversité reconnus mondialement [Conservation International, 2020]. Le patrimoine naturel de l'île est cependant très fragile et a déjà connu une forte dégradation, avec une perte de plus de 70 % de la végétation indigène antérieure à l'arrivée de l'homme. Du fait de son isolement géographique, La Réunion

1. Évolution des espaces de protection réglementaire entre 2006 et 2021

2011 et 2020 et

Le problème majeur de santé publique

1. Évolution de l'espérance de vie à la naissance selon le sexe

Source : INSEE, estimations de population et statistiques de l'état civil.



Exemples d'utilisations – niveau régional



Grand Est : Tableau de bord du développement durable



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La préfecture et les services de l'État en région

Grand Est

Navigation menu: Accueil > Région et institutions > Portrait de la région > Chiffres clés > L'Agenda 2030 : cadre stratégique global pour un nouvel

Actualité

Tableau de bord Agenda 2030 en Grand Est

Mise à jour : 29 décembre 2021

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



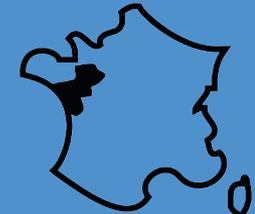
Le tableau de bord vise essentiellement à proposer un ensemble de données chiffrées, cohérentes avec un cadre harmonisé, constituant un support statistique permettant une évaluation de la région Grand Est et de ses territoires. Par évaluation, il faut comprendre l'identification pour la région des points forts ou des points faibles, du retard ou de l'avance, des progrès ou des reculs observables en matière de développement durable. Le tableau de bord vise aussi à mettre en valeur

l'Agenda 2030 et sa pertinence, notamment pour renforcer la cohérence des politiques territoriales.





Exemples d'utilisations – niveau régional



Pays de la Loire : Typologie des territoires



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Les territoires ligériens face aux enjeux de développement durable

Insee Analyses Pays de la Loire • n° 94 • Septembre 2021



Les enjeux de développement durable diffèrent selon les intercommunalités. Dans les métropoles, la forte densité en emplois et habitants favorise la mobilité douce ; la pression foncière et la pauvreté sont marquées. Dans les territoires périurbains, l'usage de la voiture pour aller travailler prédomine et l'artificialisation augmente plus que la population. Dans les territoires ruraux, l'artificialisation des sols progresse alors que la population stagne. Les défis de rénovation énergétique y sont plus présents. Certains territoires ruraux se distinguent par une situation socioéconomique dégradée ; d'autres par de fortes émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture et l'industrie. Dans les territoires littoraux, le tourisme exerce une pression sur les espaces naturels, la production de déchets et les ressources en énergie et eau.

Depuis plusieurs décennies, les Pays de la Loire bénéficient d'un fort dynamisme démographique et économique. La pauvreté et le chômage sont moins marqués que dans les autres régions. L'espérance de vie est plus longue et l'échec scolaire plus faible. Toutefois, des défis environnementaux restent à relever. La région est très artificialisée et continue de s'artificialiser plus qu'ailleurs. Les déplacements et l'habitat demeurent impactants pour l'environnement. Les baisses des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de consommation d'énergie sont insuffisantes au regard des objectifs environnementaux et la qualité de l'eau est très dégradée. Les enjeux de développement durable ne sont pas homogènes au sein de la région et cinq profils de territoire se distinguent

Les métropoles : des enjeux liés à la densité en emplois et habitants

En 2017, dans les trois métropoles des Pays de la Loire (profil A), la forte densité en emplois et habitants induit des problématiques pour se loger et se déplacer. Les distances domicile-travail y sont plus courtes qu'en moyenne régionale : 12 kilomètres (km) contre 15 km. Ainsi, les actifs utilisent moins la voiture pour aller travailler : 66 % contre 79 % en région (► figure 2). La mobilité douce (le vélo par exemple) est plus développée (1,08 mètre de pistes cyclables par habitant contre 0,83 mètre dans la région en 2020) et les véhicules électriques, à hydrogène ou hybrides plus présents. Cependant, les marges de progression sont encore élevées et les questions d'organisation des transports primordiales, d'autant plus que les métropoles concentrent les déplacements régionaux. En 2017, deux Ligériens en emploi sur cinq travaillent

► 1. Cinq profils de territoire au regard du développement durable

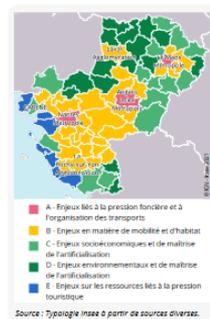
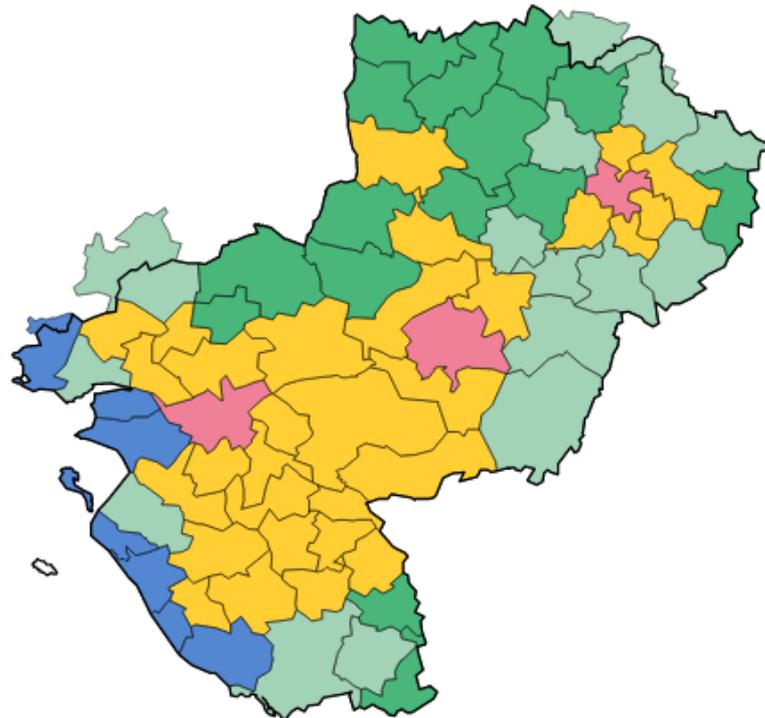


Figure 1 - Cinq profils de territoire au regard du développement durable

- A - Enjeux liés à la pression foncière et à l'organisation des transports
- B - Enjeux en matière de mobilité et d'habitat
- C - Enjeux socioéconomiques et de maîtrise de l'artificialisation
- D - Enjeux environnementaux et de maîtrise de l'artificialisation
- E - Enjeux sur les ressources liés à la pression touristique



Champ : intercommunalités des Pays de la Loire

Source : Typologie Insee à partir de sources diverses.

Pour quels publics ?

2. Tous les publics

Les mêmes données sont accessibles à tous

- [Insee.fr](https://www.insee.fr)
- catalogue du SDES : [Dido](https://www.insee.fr/fr/statistiques/4505239)
- [statistiques-locales.fr](https://www.statistiques-locales.fr)
sélection d'indicateurs
rapport
carte interactive
- datavisualisation : [ODDetT](https://www.insee.fr/fr/statistiques/4505239)

The screenshot shows the Insee website interface for 'Indicateurs territoriaux de développement durable'. The page has a dark blue header with navigation tabs: 'STATISTIQUES ET ÉTUDES', 'DÉFINITIONS, MÉTHODES ET QUALITÉ', 'SERVICES', and 'L'INSEE ET...'. Below the header, there is a breadcrumb trail: 'Retour | Accueil > Statistiques et études > Indicateurs territoriaux de développement durable'. The main content area features a large blue banner with the title 'Indicateurs territoriaux de développement durable' and a sub-header 'BASES DE DONNÉES Paru le : 24/08/2021'. A 'Imprimer' button is visible. Below the banner, there is a paragraph of text explaining the data and its availability. At the bottom, there are three tabs: 'TÉLÉCHARGEMENT', 'DOCUMENTATION', and 'DICTIONNAIRE DES VARIABLES'. Under 'TÉLÉCHARGEMENT', there is a section titled 'Indicateurs territoriaux de développement durable (formats CSV/RDS/SAS)' with three download options: 'Don 147 Mo', 'Don 26 Mo', and 'Don 191 Mo', each with a download icon.

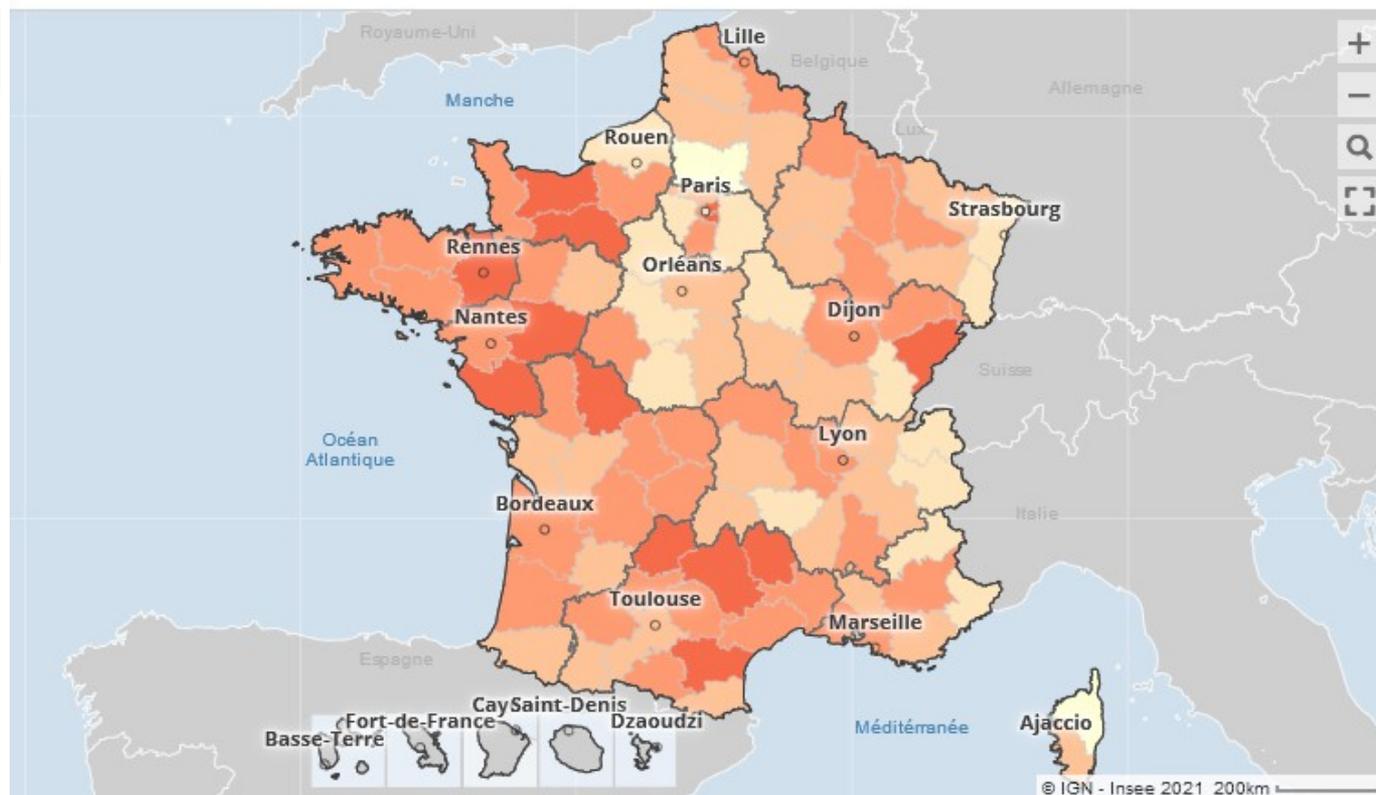
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4505239>

Site « Statistiques locales » de l'Insee

- 26 indicateurs sur développement durable
- cartes et tableaux à différents niveaux géographiques
- rapport complet sur le territoire choisi

1 Part des voitures neuves propres dans les immatriculations (%) 2019 ▼

ACTIONS





Outil de datavisualisation

Créé par la DEAL de la Réunion : ODDetT

ODDetT

Accueil

Les indicateurs

Agenda 2030 et ODD

Pour comprendre les indicateurs

Mentions légales

Tous les champs des liste déroulante peuvent faire l'objet de saisie de texte pour faire une recherche. Il faut supprimer d'abord la valeur affichée avec la touche de retour arrière.

Choisir sa géographie :

Niveau géographique

Départements métropolitains

Territoire

38 - Isère

Choisir l'ODD :

Liste des ODD

2- Faim zéro et agriculture durable

Choisir l'indicateur :

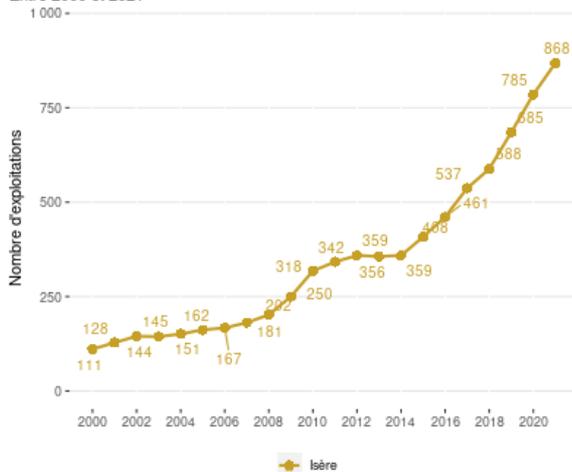
Liste des indicateurs (pour le niveau choisi)

i007a-Nombre d'exploitation en agriculture biologique

Sous-champ de l'indicateur

Nombre d'exploitation en agriculture biologique

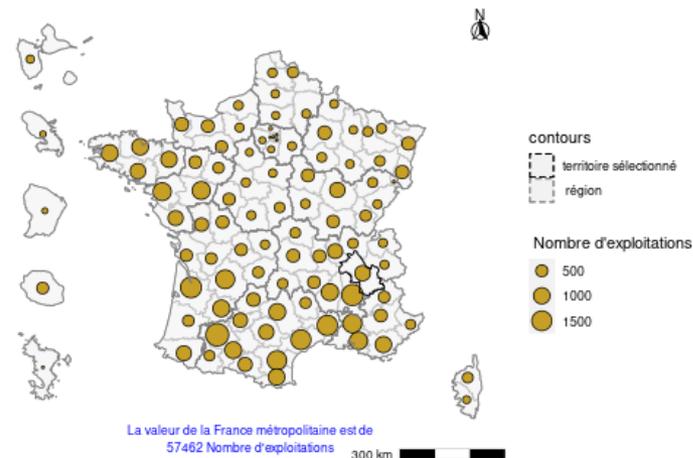
Pour « Isère »
Entre 2000 et 2021



Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Janvier 2023), SSP, Agence Bio

Nombre d'exploitation en agriculture biologique

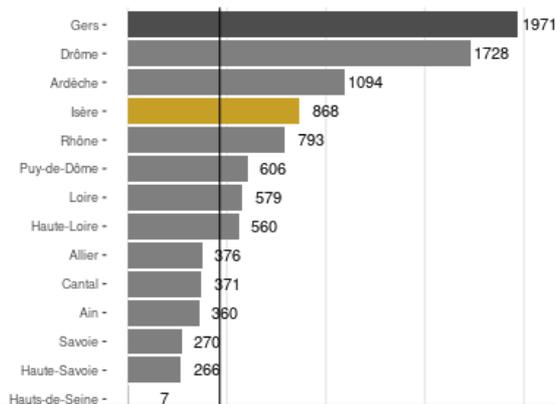
Dans tous les départements
En 2021



Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Janvier 2023), SSP, Agence Bio
Note: les territoires qui ont des valeurs manquantes sont incolores et sans symbole.

Nombre d'exploitation en agriculture biologique

Dans les départements de la même région
En 2021





1. Comment sont-ils nés ?
2. Que contiennent-ils ?
3. À quoi servent-ils ?
4. Des pistes pour l'avenir ?

Maintenance et évolutions

- Outil en perpétuelle évolution
- Comité utilisateurs pour prendre en compte leurs besoins
- Ajouts récents
 - vignette Crit'Air 
 - bornes de recharge 
 - artificialisation des sols
- Enrichissements à l'étude
 - DPE
 - Certificats d'économie d'énergie
 - Part des femmes parmi les cadres dirigeants
 - ...





Merci de votre attention

Pour en savoir plus :

Site de l'INSEE

Le suivi national : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2654964>

Le suivi territorial : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4505239>

Site du Service des Données et Etudes Statistiques (SDES)

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

 **OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

Les indicateurs territoriaux de développement durable

Ressources et références :

- [Statistiques locales](#) de l'Insee
- Chiffres détaillés et documentation sur [insee.fr](https://www.insee.fr) (avec la liste des indicateurs par ODD)
- Outil de visualisation [ODDetT](#)
- [Site des 17 ODD](#) inscrits à l'Agenda 2030



Hélène SOUAL

Pôle de services pour l'action régionale (Psar) - Synthèses locales
Service études et diffusion - Insee Auvergne-Rhône-Alpes

Anticiper, sensibiliser, accompagner :

TABLE RONDE

Pourquoi et comment croiser les questions sociétales et environnementales ?



Violaine COLONNA D'ISTRIA

Agence d'urbanisme
Clermont Massif Central



Hélène JOSEPH

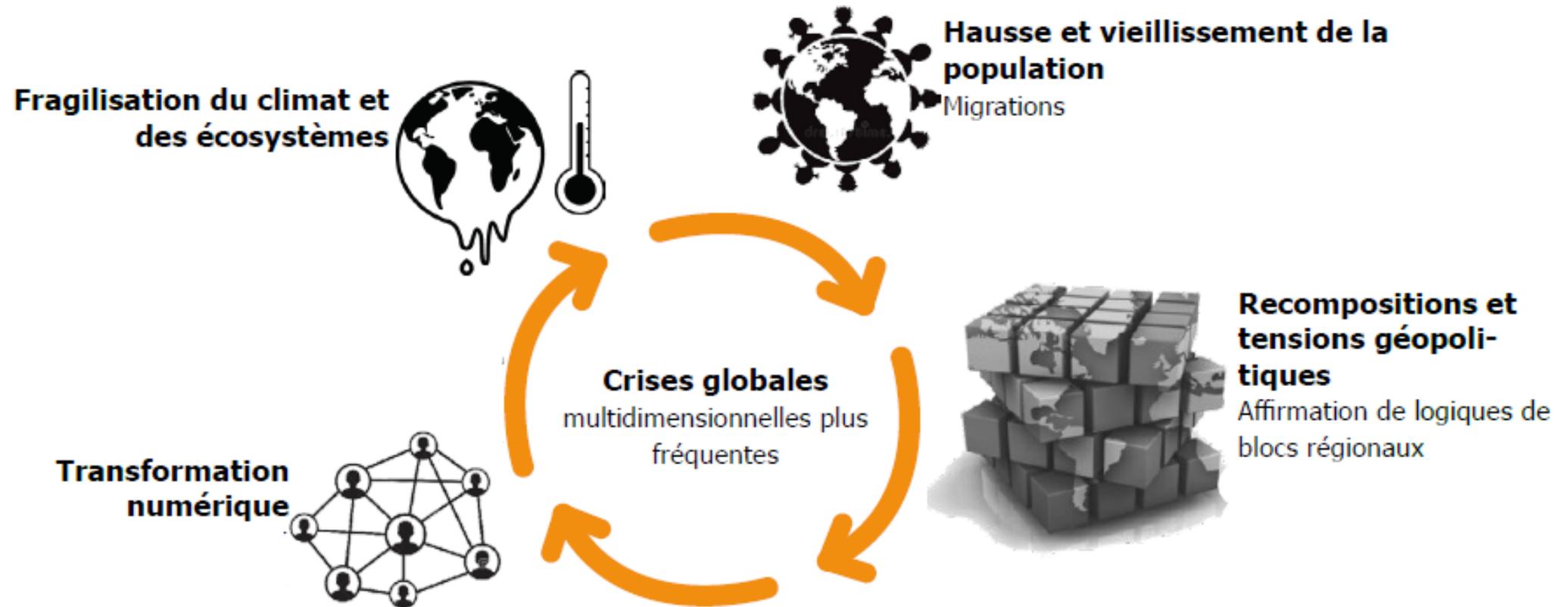
Centre communal d'action
sociale d'Échirolles



Céline FILLOL

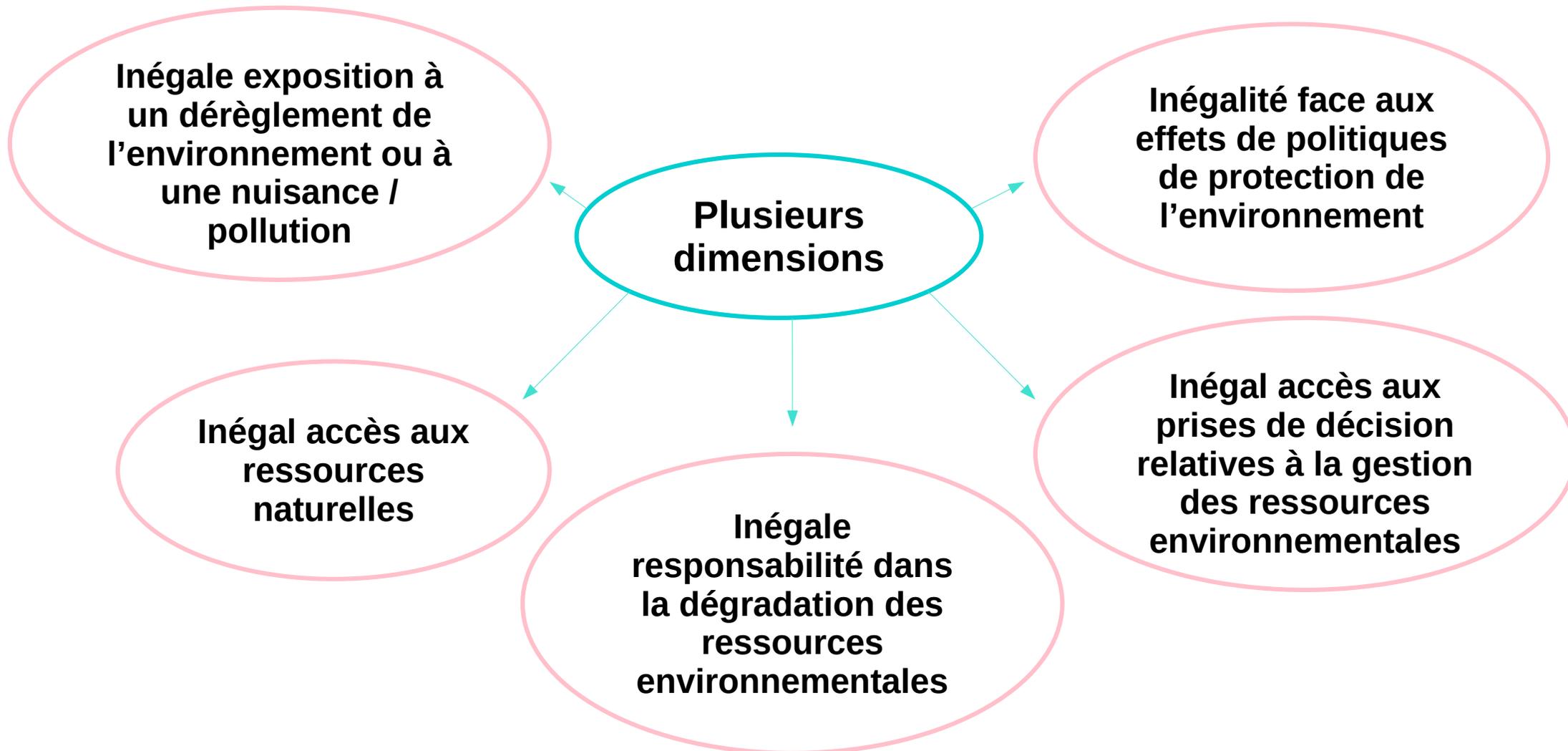
Département de l'Isère

Toile de fond sociétale et planétaire



Les inégalités environnementales

Le dérèglement climatique ne touche pas tout le monde de la même manière ;
Il contribue à accentuer les inégalités sociales.



Quatre repères prospectifs pour éclairer la conduite de l'action publique

1 Contribuer à un nouveau modèle économique et sociétal

Appuyer la mise en place d'un modèle économique et sociétal plus inclusif, qui valorise les différentes initiatives à l'échelle départementale

2 Intégrer l'incertitude dans la stratégie et l'action

Déployer des politiques et dispositifs en faveur d'une plus grande adaptation et résilience des territoires et des habitants

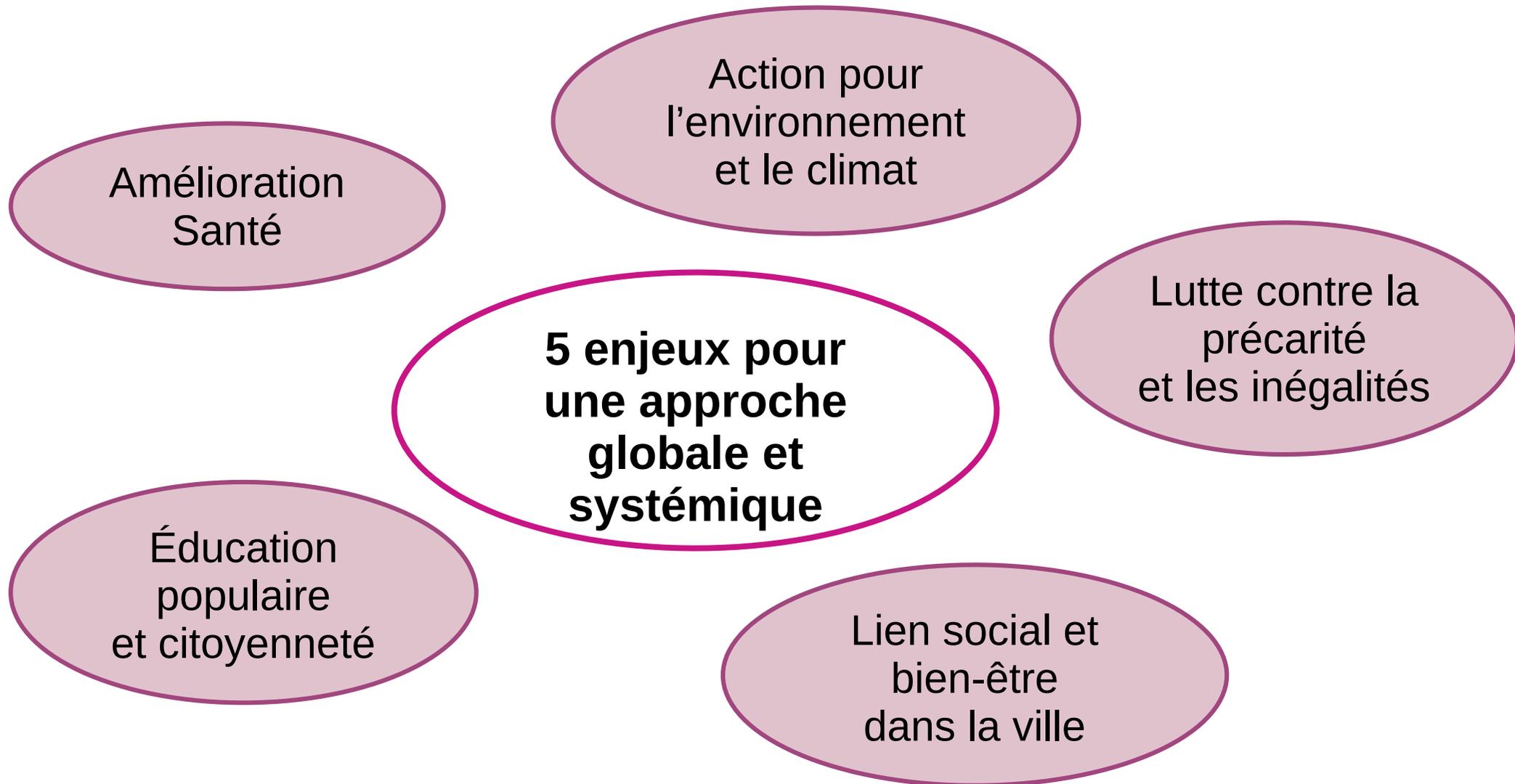
3 Repenser les facteurs d'attractivité

Contribuer à la construction de territoires attractifs et permettant l'hospitalité au regard des évolutions sociologiques et démographiques

4 Renforcer le rôle du Département, acteur & facilitateur

Mettre en place une action départementale plus intégrée, qui accompagne les publics et facilite les dynamiques partenariales

Les enjeux à la croisée des questions sociales et environnementales, selon les acteurs échirollois interrogés



Supports diffusion et acculturation

Diagnostic
« Isère 2030 »



Vidéo des 10 transformations
identifiés pour l'Isère d'ici à 2030



4 podcasts pour 4 repères prospectifs
« Isère 2030, scrutez les tendances ! »



Isère Agents
Podcast Isère 2030 : Scrutez les tendances !



- 1 Podcast Isère 2030 – Episode 1 : Contribuer à un nouveau modèle économique et sociétal
- 2 Podcast Isère 2030 – Episode 2 : Intégrer l'incertitude dans la stratégie et l'action
- 3 Podcast Isère 2030 – Episode 3 : Repenser Les Facteurs D'attractivité
- 4 Podcast Isère 2030 – Episode 4 : Renforcer Le Rôle Du Département, Acteur & Facilitateur

Pourquoi et comment croiser les questions sociétales et environnementales ?

TABLE RONDE

Ressources et références :

- [Analyse des besoins sociaux](#) du CCAS d'Échirolles. Novembre 2022
- [Isère 2030](#), diagnostic prospectif. Avril 2022
- [Podcast Isère 2030](#) - épisode 1. Octobre 2022
- Lucas Chancel. [Insoutenables inégalités](#). Septembre 2021
- Catherine Larrère. [Les inégalités environnementales](#). Janvier 2017
- Hadrien Malier. [Populariser l'écologie](#), éduquer les classes populaires ? Décembre 2022
- [Conférence Jeanne Burgart & Catherine Larrère](#). Féminisme et écologie : même combat ? Festival des idées. Nov. 2021
- N°77 des [Cahiers du développement social urbain](#), 1^{er} semestre 2023. Labo Cités. À paraître courant juillet 2023

Séminaire régional 6^{ème} édition

La question du défi climatique dans les politiques publiques sanitaires et sociales

MARDI 27 JUIN 2023

Bon appétit !

Rendez-vous à 13h15

9h30 - Ouverture

Conférences

9h45

Acceptation des politiques de transition

Nicolas PALIOD - Drees

Indicateurs de développement durable

Hélène SOUAL - Insee

Anticiper, sensibiliser, accompagner

Hélène JOSEPH - CCAS d'Échirolles

Violaine COLONNA D'ISTRIA - AUCM

Céline FILLLOL - Département de l'Isère

11h00

Table ronde

PAUSE DÉJEUNER - REPRISE À 13h15

Séries thématiques

13h30

Précarité énergétique

Stéphane BARRIER - Dreal

Patrick GRIMAUULT - Cap rural

Claire DELFOSSE - LER

Anna LLOYD - ORS

Santé et environnement

Bruno FABRES - ARS

Séverine DEGUEN - Univ. Bordeaux

Lucie PELOSSE - IREPS

14h30

Genre et transition écologique

Jeanne BURGART GOUTAL - Philosophe

15h40

Conférence de clôture

16h30 - Clôture de la journée

Série thématique : Santé et environnement

Préserver la santé des personnes, prendre soin de notre environnement



Bruno FABRES

Agence régionale de santé



Séverine DEGUEN

Université de Bordeaux



Lucie PELOSSE

IREPS Auvergne-Rhône-Alpes

Santé-environnement : enjeux, politiques et surveillance

dans le contexte du changement climatique

Une définition de la santé-environnement

Bureau européen de l'OMS, conférence ministérielle sur l'environnement et la santé d'Helsinki en 1994 :

« La santé environnementale comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement.

Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures ».

COMMENT L'ENVIRONNEMENT A-T-IL UN IMPACT SUR NOTRE SANTÉ ?

Les gens sont exposés aux facteurs de risque à leur domicile, sur leur lieu de travail et dans leurs communautés du fait :

DE LA POLLUTION DE L'AIR
À l'intérieur des habitations et à l'extérieur (air ambiant)

D'UN ACCÈS INSUFFISANT À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT et à l'hygiène

DES PRODUITS CHIMIQUES et des agents biologiques

DES RADIATIONS
Ultraviolets et radiations ionisantes

DU BRUIT DANS LES COMMUNAUTÉS

DES RISQUES PROFESSIONNELS

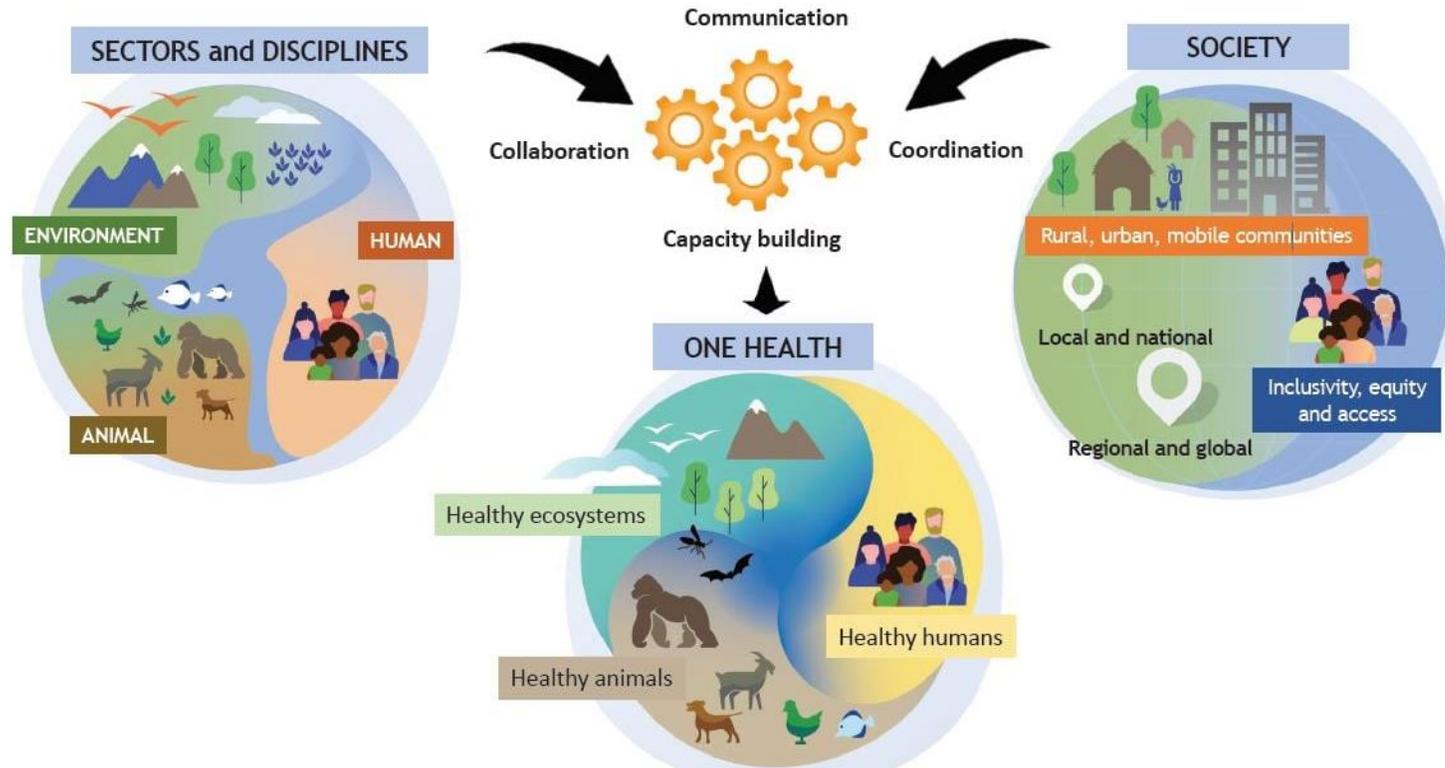
DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

DES CONSTRUCTIONS DANS L'ENVIRONNEMENT
Avec les logements et les routes

DES PRATIQUES AGRICOLES
Avec l'usage des pesticides et le recyclage des eaux usées

**Evaluation de l'OMS
(Prüss-Üstün, 2007)**
**La « charge de morbidité »
liée aux facteurs
environnementaux est de
14 % en Europe occidentale.
Les enfants supportent le
plus gros de la charge
morbide attribuable à
l'environnement.**
**Il y a nécessité d'agir au plus
tôt, dès la périnatalité et la
petite enfance.**

Une seule santé (*one health*) ou comment s'écarter de l'approche anthropocentrée de la santé



FAO/OMS/OIE/PNUE (2021) : Le principe « **Une seule santé** » consiste en une approche intégrée et unificatrice qui vise à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes.

Il reconnaît que la santé des humains, des animaux domestiques et sauvages, des plantes et de l'environnement en général (y compris des écosystèmes) est étroitement liée et interdépendante.

L'approche mobilise de multiples secteurs, disciplines et communautés à différents niveaux de la société pour travailler ensemble à fomentier le bien-être et à lutter contre les menaces pour la santé et les écosystèmes. Il s'agit également de répondre au besoin collectif en eau potable, en énergie propre, en air pur, et en aliments sûrs et nutritifs, de prendre des mesures contre le changement climatique et de contribuer au développement durable.

3- Modéliser le système climatique et prévoir les évolutions futures



Évolution du système climatique par rapport à la période 1850-1900

Les changements pour un grand nombre de paramètres climatiques sont directement liés au réchauffement global. Les impacts du changement climatique augmentent fortement avec le niveau de réchauffement global.

Évolution de certaines variables climatiques sélectionnées à quatre niveaux de réchauffement planétaire (°C)



Changement climatique et santé

Effets généraux

- le changement climatique est un **facteur aggravant et multiplicateur** des risques et des problèmes existants
- il peut engendrer des réactions en cascade de déterminants vers d'autres

Effets directs

- ↗ températures → **mortalité/morbidité associée aux vagues de chaleur, personnes vulnérables**
- ↗ pollutions (moins de dilution des polluants, O₃, particules fines...) → **expositions et mortalité/morbidité associée**
- ↗ catastrophes naturelles : crues/inondations, sécheresses, incendies forêts, tempêtes... → **victimes**

Effets indirects

- Implantation nouvelles espèces
 - Changement comportement (clim, eau...)
 - Modifications milieux
 - Pollution atmosphérique
 - Accessibilité à l'eau : qualité et quantité
 - Accessibilité à l'alimentation : qualité et quantité
-
- maladies vectorielles et infections (dont gastro-entérites aiguës)
 - intoxications
 - allergies
 - pathologies cardiovasculaires
 - atteintes sphère ORL
 - insuffisance alimentaire et nutrition
 - **santé mentale** (solastalgie, éco-anxiété...)

Atténuation et adaptation : des bénéfices sanitaires et sociaux possibles

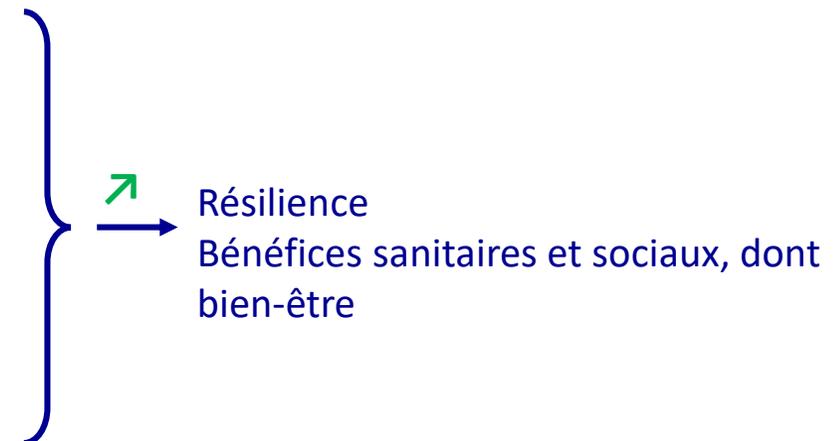
Atténuation (enjeu de l'acceptation sociale)

- Mobilités douces
- Transition écologique des établissements (12 % des GES) et des acteurs économiques
- Rénovation énergétique
- Transition agroécologique
- Transition énergétique et énergies renouvelables



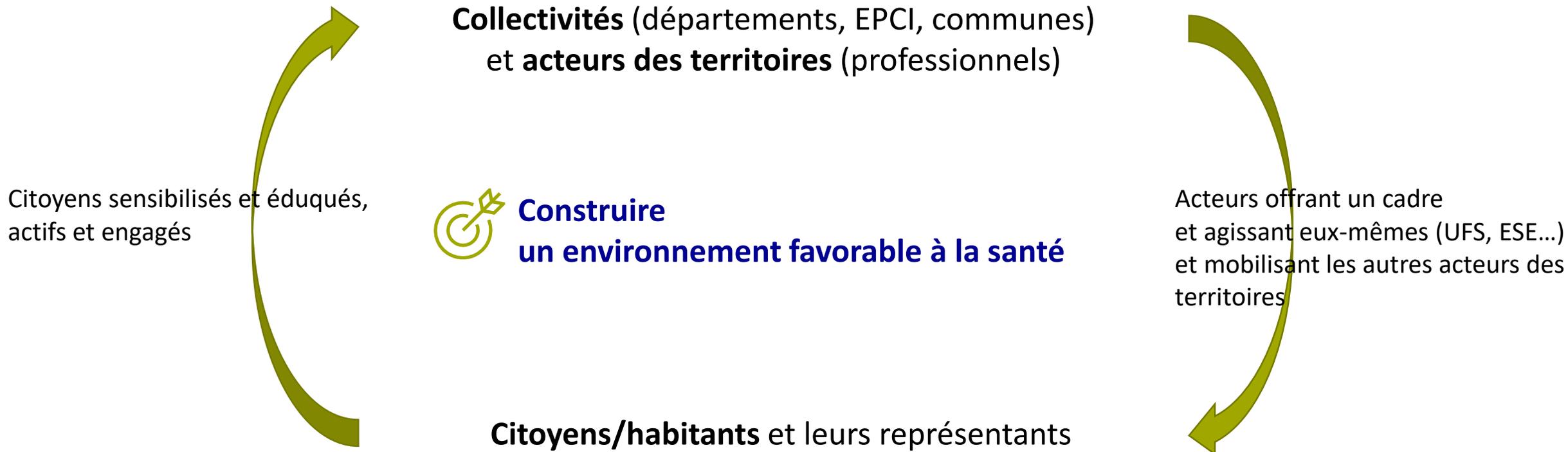
Adaptation

- Résilience système de santé
- Surveillance (Copernicus, ONERC, ORCAE...)
- Systèmes d'alerte précoce (déterminants et pathologies)
- Prévention en santé
- Connexion à la nature
- Actions sur déterminants fondamentaux
 - eaux
 - Alimentation
 - Énergie
 - Aménagement et urbanisme (îlots de chaleur, végétalisation...)



Agir dans les territoires dans une boucle sociale-écologique

« Remettre la santé au cœur de nos politiques publiques, mettre l'environnement au cœur de nos politiques sanitaires » (Eloi Laurent, 2020)





Promouvoir un environnement favorable à la santé

- Axes stratégiques ARS dans une approche **interministérielle**
 - Avant tout, continuer à assurer les missions régaliennes (protection, prévention)
 - Contrôle réglementaire, procédures, inspections administratives et techniques
 - Veille et alertes sanitaires
 - Situation de crise (préparation et gestion)
 - Avis sanitaires
 - Plus largement, développer les approches en santé publique, en complémentarité (promotion)
 - Observation en santé-environnement
 - Education et promotion de la santé-environnement
 - Dispositifs de prévention ou d'accompagnement : produits chimiques et petite enfance, incurie dans l'habitat, conseillers en environnement intérieur, urbanisme favorable à la santé, risque auditif, plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux, profils de baignades, mobilisation sociale (moustique tigre, ambrosie), ...
 - Animation territoriale dans le cadre de politiques intersectorielles en santé et en environnement ou des dispositifs

4^e Plan régional santé-environnement 2023-2028



- **Co-pilotage Etat (SGAR, DREAL, DRAAF) / ARS / Région (contacts en cours) (CSP art. 1311-7)**
 - PRSE 4 = composante du SRS dans le cadre des objectifs de prévention en santé
 - Forte articulation avec la stratégie Etat Eau-air-sol-énergie (EASE) spécifique à Auvergne-Rhône-Alpes
 - Lien avec le SRADDET en cours de révision, notamment autour de l'action « urbanisme favorable à la santé »
- **3 axes (forte continuité avec le PRSE 3) / une douzaine d'actions**
 - 1. Développer les connaissances**
 - Dispositif d' « **Observation santé-environnement** » (OSE)
 - Dispositif « Education et promotion de la santé-environnement » (ESE)
 - Formation des professionnels : élus, techniciens collectivités, professions de santé, services de l'Etat, milieu agricole, bureaux d'étude
 - 2. Réduire les expositions** : espèces nuisibles à la santé, zoonoses, eau potable, qualité de l'air intérieur, pollution atmosphérique ; **en lien avec politiques sectorielles** (EASE, PNA, Ecophyto, Biodiversité...)
 - 3. Mobiliser les territoires**
 - Animation territoriale : acculturation acteurs, diagnostics locaux, accompagnement en ingénierie de projet
 - Santé dans toutes les politiques locales / environnement dans les politiques de santé : **urbanisme favorable à la santé, CLS, CRTE**
- **3 fils conducteurs transversaux**
 - L'approche **Une seule santé / Santé planétaire**
 - La **lutte contre les inégalités** sociales et territoriales de santé
 - L'adaptation au **changement climatique**

Série thématique : Santé et environnement

BALISES
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

BAse Locale d'Informations Statistiques En Santé

- ←
- Accueil
- Accès aux données
- Boîte à outils
- Guides
- Actualités
- Contact
- Les ateliers Balises

Le site **BALISES** (BAse Locale d'Informations Statistiques En Santé), développé par l'Observatoire Régional de la Santé Auvergne-Rhône-Alpes, permet l'accès à un grand nombre d'indicateurs de socio-sanitaires, déclinés aux différents échelons géographiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Des taux calculés (Taux standardisés, indices comparatifs, taux bruts) permettent de comparer entre-elles les différentes zones géographiques et suivre l'évolution des indicateurs dans le temps.

Nouveau

Les ateliers Balises, ça continue ...

Deux nouveaux ateliers sont proposés au mois de Juin. Mais les ateliers, qu'est-ce-que c'est ?

▶ Plus d'infos

Atelier Balises OSE
OBSERVATION EN SANTE ENVIRONNEMENT

Jeudi 29 juin 2023 de 9h30 à 12h

Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au **27 juin 2023**. Inscrivez vous en cliquant ci-dessous.

▶ Accéder

Webinaire du 30/09/2021

Retrouvez toute la **documentation**, **supports de présentation** ainsi que les **vidéos** des intervenants du webinaire.

▶ Accéder

Les bases de données

Accéder à des sélections d'indicateurs par territoires ou par sources / thèmes de données.

▶ Accéder



Les inégalités environnementales

De la Recherche à l'expertise
Du constat à l'action

Présenté par : séverine Deguen
Chercheur INSERM - université de Bordeaux -
Inégalités sociales et environnementales de santé

De quoi parle-t-on ?

Les inégalités sociales et inégalités environnementales : De quoi parle-t-on ?

- Question complexe qui fait intervenir de nombreuses notions et disciplines - notamment les interactions entre facteurs sociaux et environnementaux

- En simplifiant les concepts, deux mécanismes majeurs entrent en jeu:

① Différentiel d'exposition

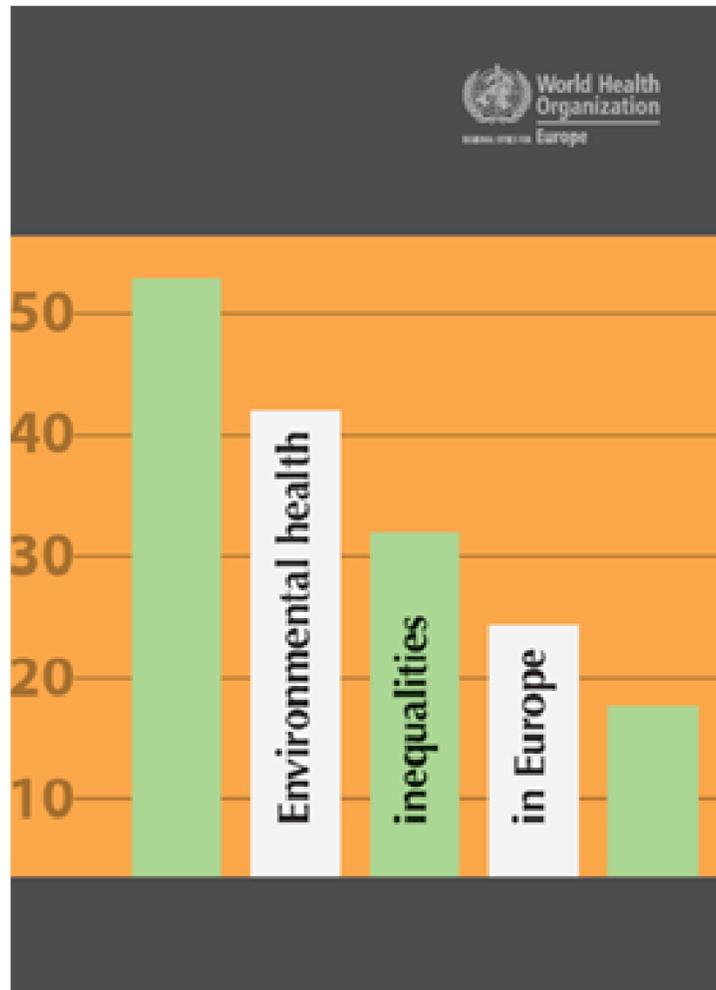
② Différentiel de vulnérabilité: à niveau d'exposition identique ou à nombre de nuisances exposées comparable, les populations défavorisées subissent des conséquences sanitaires plus importantes



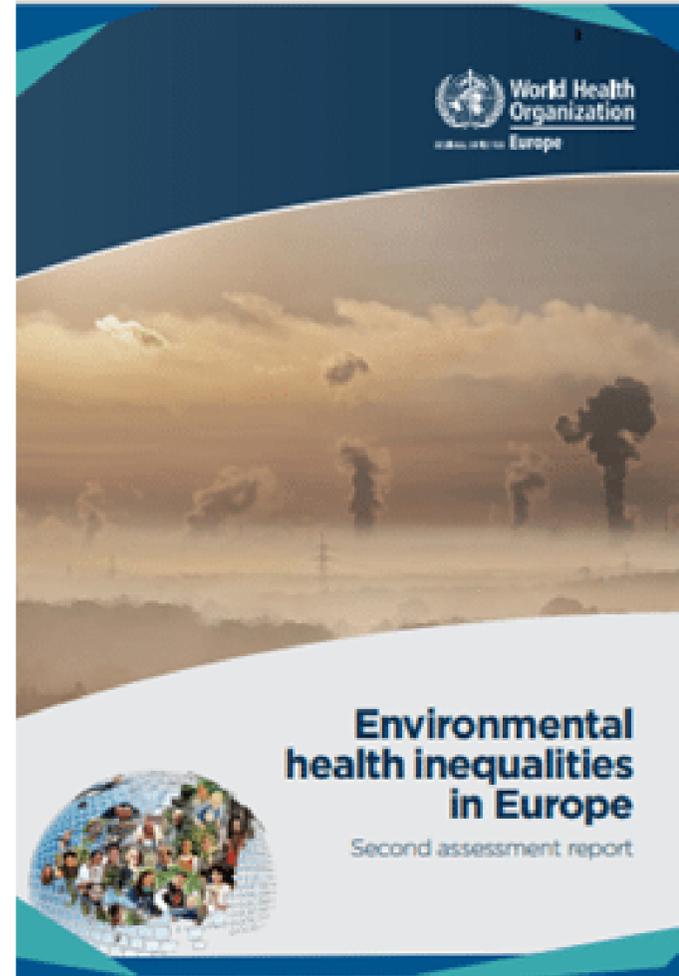


Les inégalités environnementales en Europe

Rédaction de deux rapports : 2012  2019

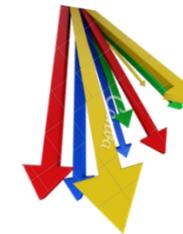


Etat des lieux 



Evolution

- **Entre 2012 et 2019 les conditions environnementales se sont globalement améliorées**
- **Mais tous les groupes de populations n'ont pas bénéficié de cette amélioration**



Familles monoparentales, population vivant avec un revenu en dessous du seuil de pauvreté, ...



Les inégalités environnementales en France

Les inégalités environnementales en France, il y a 10 ans déjà que cette problématique a été mise en avant...

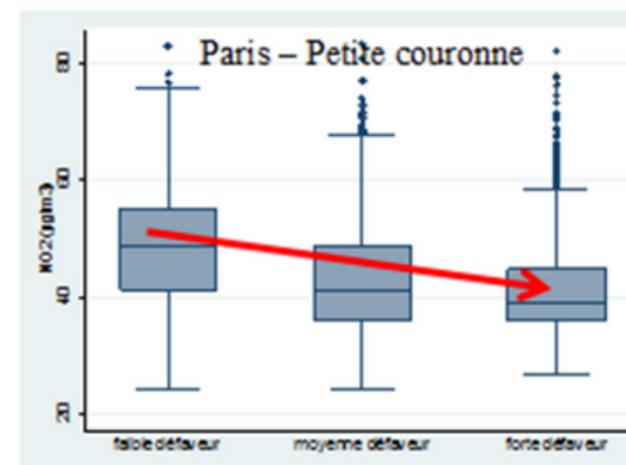
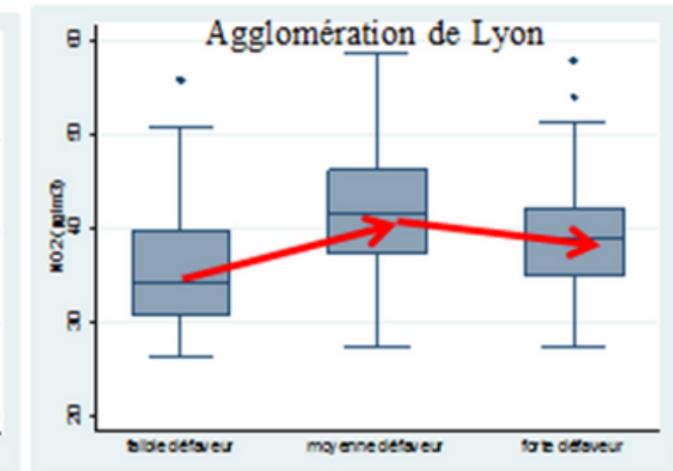
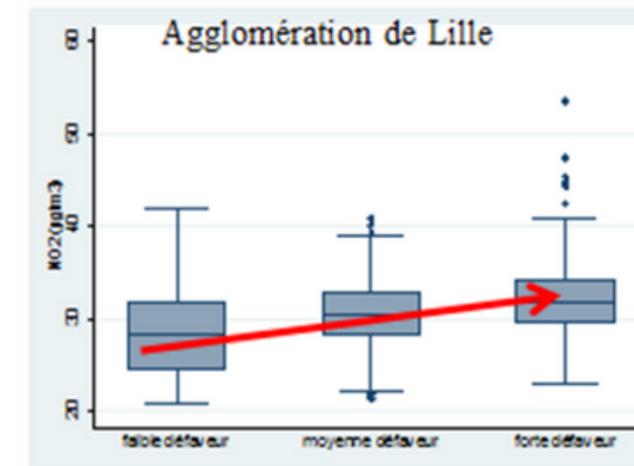


RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES

Le PNSE 2 comporte un deuxième axe fort : la prise en compte et la réduction des inégalités environnementales, c'est-à-dire la limitation des nuisances écologiques susceptibles d'induire ou de renforcer des inégalités de santé. En effet, la réduction des inégalités de santé constitue une des priorités de la politique de santé publique et la réduction des inégalités environnementales contribuera à l'atteinte de cet objectif. Par ailleurs, la charte de l'environnement, promulguée en mars 2005, donne une place de premier ordre à l'égalité environnementale, son article 1^{er} déclarant que « chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé ». Le PNSE 2 aborde donc cette question des inégalités sous plusieurs angles.

Quelles formes prennent les inégalités environnementales en France ?

Illustration : Distribution des concentrations moyennes annuelles du NO₂ dans l'air extérieur selon 3 classes de défaveur socioéconomique ¹à l'échelle de l'IRIS -Agglomérations de Lyon et de Lille et Paris et sa petite couronne – 2006-2009².



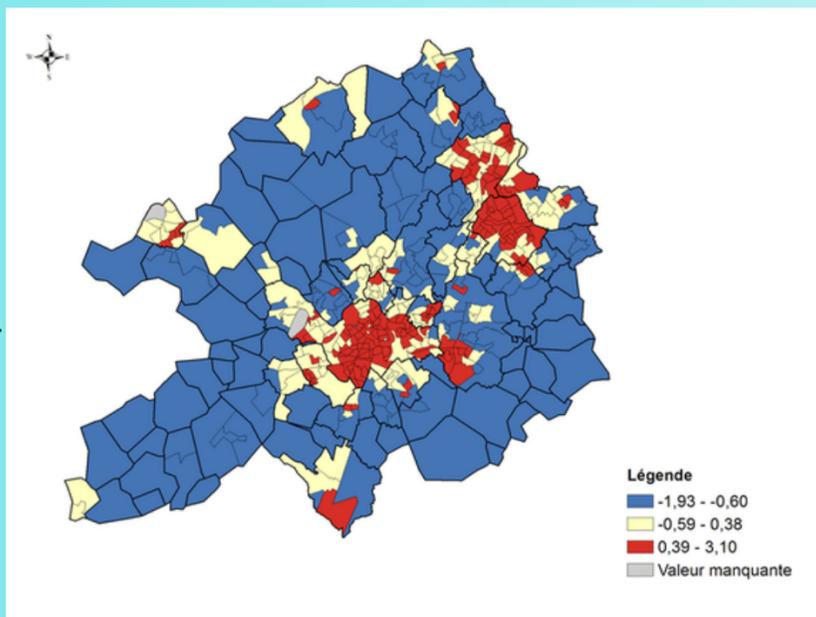
Trois profils différents d'inégalités se dégagent selon la zone géographique analysée :

Alors que dans l'agglomération de Lille un gradient de concentrations moyennes croissantes se dégage, depuis les populations résidant dans les IRIS les plus défavorisés vers les plus favorisés⁶, l'inverse est observé à Paris et les départements limitrophes. Dans l'agglomération de Lyon, ce sont les IRIS en situation intermédiaire qui présentent les concentrations moyennes en NO₂ les plus élevées⁶. Ces résultats contrastés traduisent l'histoire de chaque zone d'étude, marquée par des modèles de développement économique et des politiques urbaines différentes.

Quelles formes prennent les inégalités environnementales en France ?

Agglomération de Lille

Indice de défaveur socioéconomique



Concentrations NO2

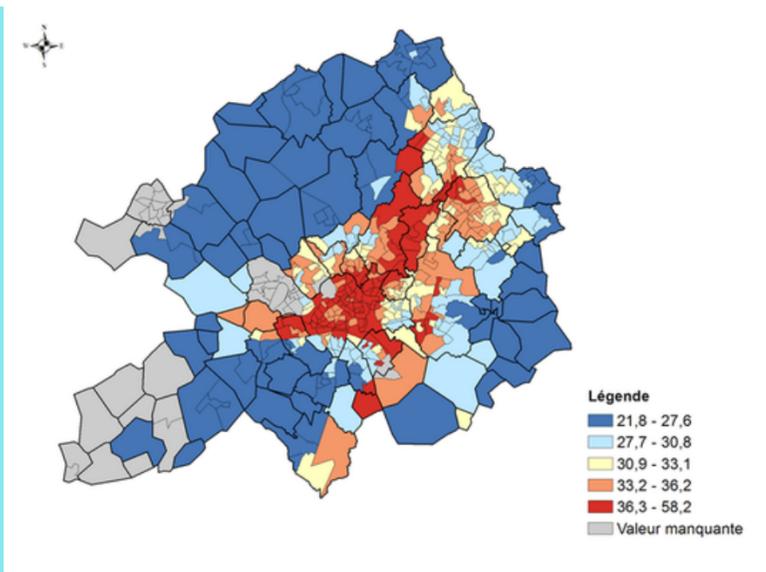
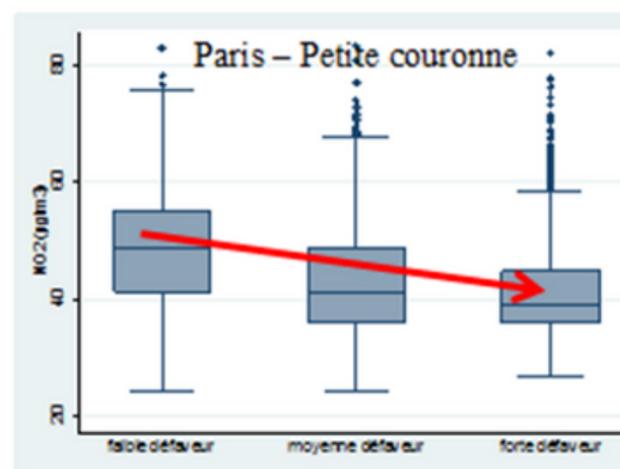
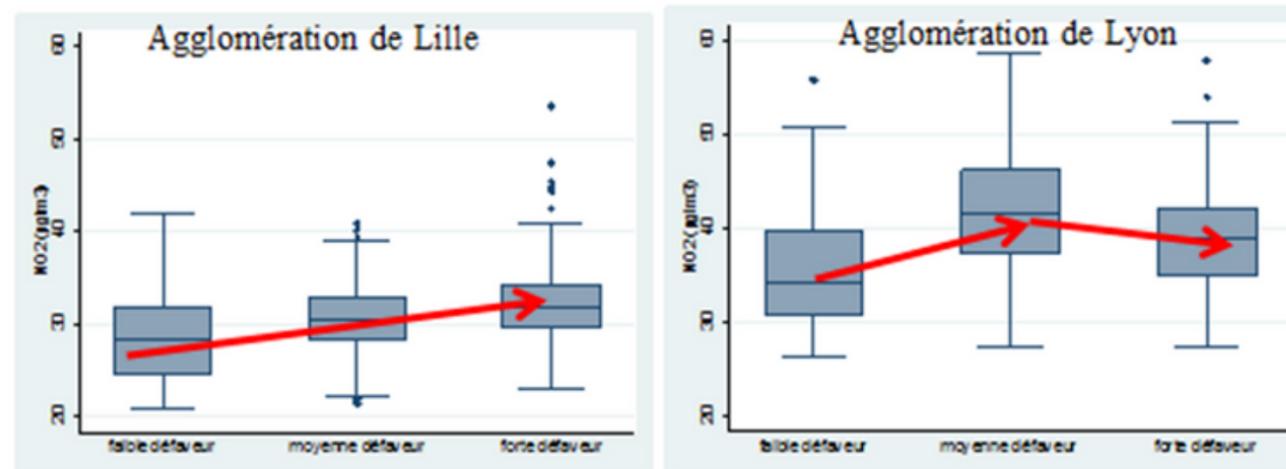


Illustration : Distribution des concentrations moyennes annuelles du NO₂ dans l'air extérieur selon 3 classes de défaveur socioéconomique ¹à l'échelle de l'IRIS -Agglomérations de Lyon et de Lille et Paris et sa petite couronne – 2006-2009².



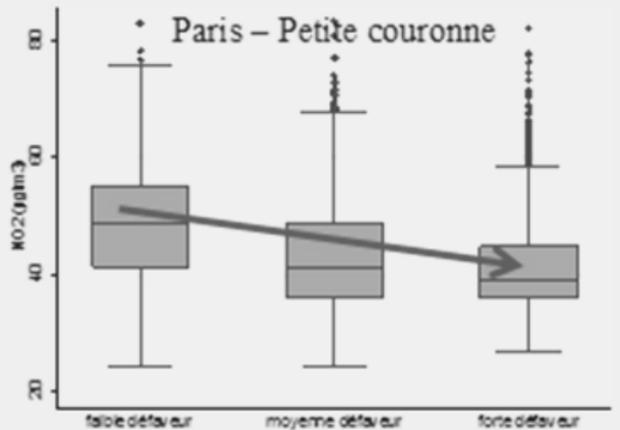
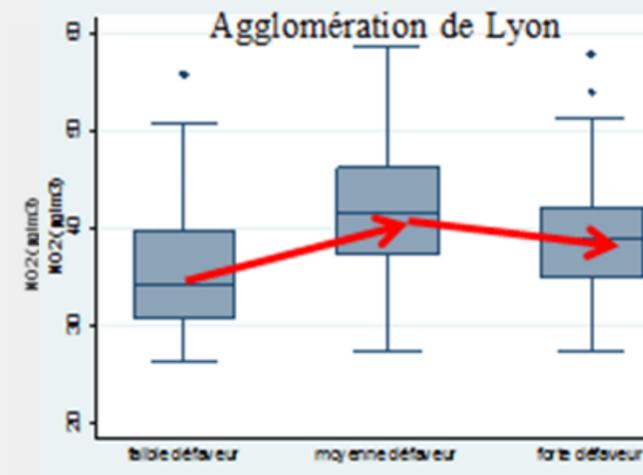
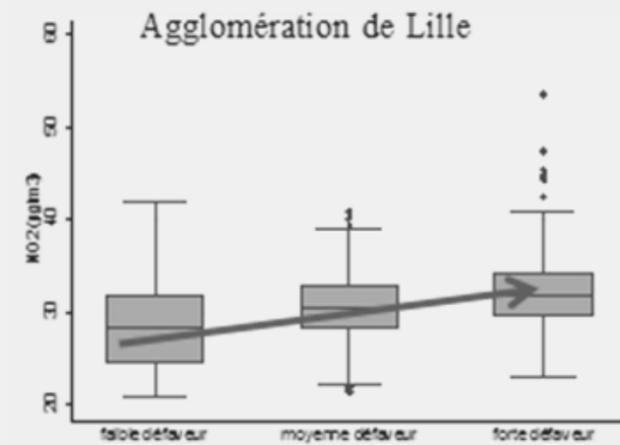
Trois profils différents d'inégalités se dégagent selon la zone géographique analysée :

Alors que dans l'agglomération de Lille un gradient de concentrations moyennes croissantes se dégage, depuis les populations résidant dans les IRIS les plus défavorisés vers les plus favorisés⁶, l'inverse est observé à Paris et les départements limitrophes. Dans l'agglomération de Lyon, ce sont les IRIS en situation intermédiaire qui présentent les concentrations moyennes en NO₂ les plus élevées⁶. Ces résultats contrastés traduisent l'histoire de chaque zone d'étude, marquée par des modèles de développement économique et des politiques urbaines différentes.

Quelles formes prennent les inégalités environnementales en France ?

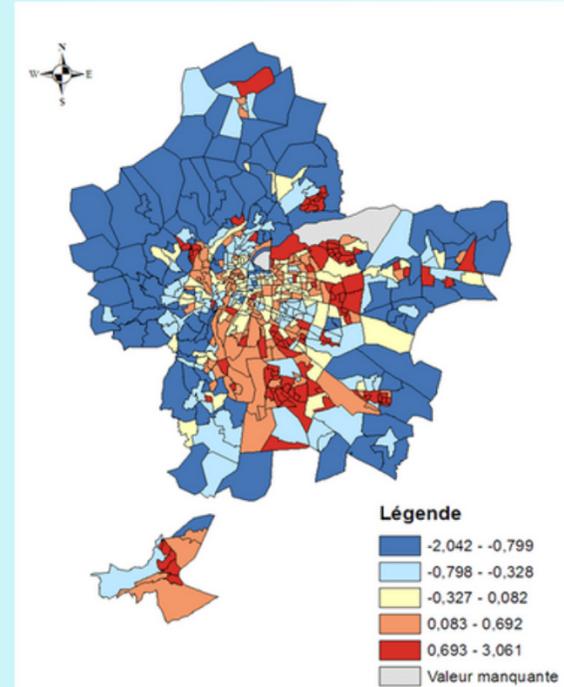
Agglomération de Lyon

Illustration : Distribution des concentrations moyennes annuelles du NO₂ dans l'air extérieur selon 3 classes de défaveur socioéconomique ¹ à l'échelle de l'IRIS - Agglomérations de Lyon et de Lille et Paris et sa petite couronne - 2006-2009².

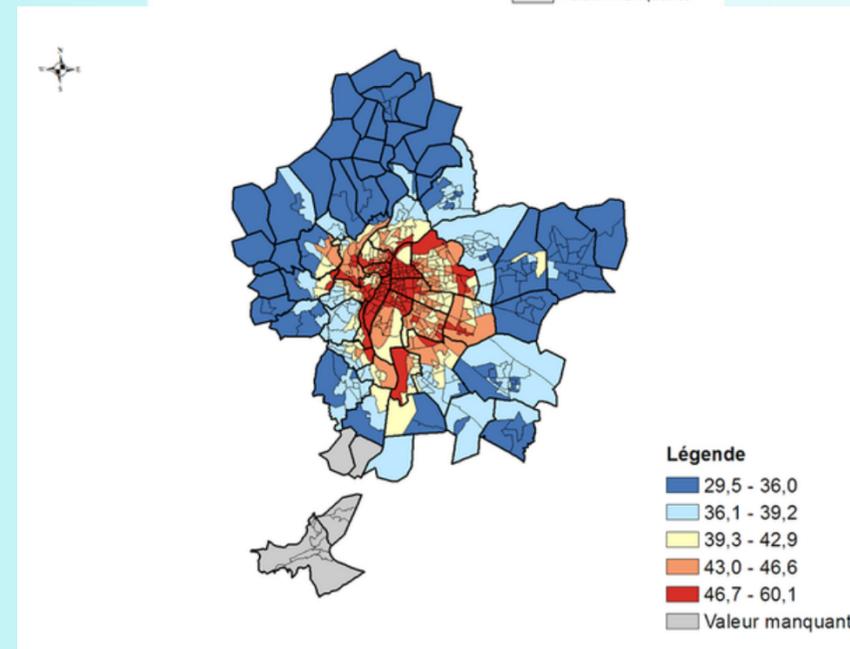


Trois profils différents d'inégalités se dégagent selon la zone géographique analysée :

Alors que dans l'agglomération de Lille un gradient de concentrations moyennes croissantes se dégage, depuis les populations résidant dans les IRIS les plus défavorisés vers les plus favorisés⁶, l'inverse est observé à Paris et les départements limitrophes. Dans l'agglomération de Lyon, ce sont les IRIS en situation intermédiaire qui présentent les concentrations moyennes en NO₂ les plus élevées⁶. Ces résultats contrastés traduisent l'histoire de chaque zone d'étude, marquée par des modèles de développement économique et des politiques urbaines différentes.



Indice de défaveur socioéconomique



Concentrations NO2

Etude à Paris

Journal List > PLoS One > v.10(7); 2015 > PMC4510557



PLoS One. 2015; 10(7): e0131463.

PMCID: PMC4510557

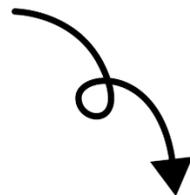
Published online 2015 Jul 21. doi: [10.1371/journal.pone.0131463](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0131463)

Neighbourhood Characteristics and Long-Term Air Pollution Levels Modify the Association between the Short-Term Nitrogen Dioxide Concentrations and All-Cause Mortality in Paris

Séverine Deguen,^{1,2,*} Claire Petit,^{1,2} Angélique Delbarre,¹ Wahida Kihal,^{1,2} Cindy Padilla,^{1,2} Tarik Benmarhnia,^{1,2} Annabelle Lapostolle,³ Pierre Chauvin,³ and Denis Zmirou-Navier^{1,2,4}

Tim S. Nawrot, Editor

PLoS One



Les résultats de l'étude montrent que les variations à court terme de la pollution et la mortalité sont globalement associées et qu'un réel excès de risque de décès est présent lors des pics de pollution

==> une augmentation de 0.94% de décès pour 10 µg/m³ d'augmentation de l'exposition à court terme des concentrations au NO₂

Variables	n (%)	Excess risk(%) [†]	95% CI	p value [‡]
Total	79,107 (100)	0.94	0.08, 1.80	0.032
Age (year)				
35 – 84	49,353 (62)	0.36	-0.72, 1.44	0.51
≥ 85	29,754 (38)	1.86	0.50, 3.24	0.01
Sex				
Female	41,774 (53)	0.22	-0.94, 1.38	0.71
Male	37,333 (47)	1.75	0.51, 3.00	0.01
Census block socioeconomic categories				
Category 1 (most privileged)	16,101 (20)	0.81	-1.01, 2.66	0.38
Category 2	43,582 (55)	0.04	-1.09, 1.18	0.95
Category 3 (most deprived)	19,424 (25)	3.14	1.41, 4.90	0.00
Level of long-term NO₂ exposure				
1 st tertile: ≤ 50.6 µg/m ³	29,894 (38)	0.06	-1.34, 1.47	0.94
2 nd tertile: 50.6-55.8 µg/m ³	25,864 (33)	1.07	-0.30, 2.45	0.13
3 rd tertile: > 55.8 µg/m ³	23,349 (30)	1.92	0.28, 3.59	0.02

[†]: Adjusted for maximum temperature (spline function), mean from lag 0 to 5 relative humidity (inverse function), incidence rate of influenza case counts, and holidays

[‡]: significant p-value in bold (p<5%)

Etude à Paris

Journal List > PLoS One > v.10(7); 2015 > PMC4510557



PLoS One. 2015; 10(7): e0131463.

PMCID: PMC4510557

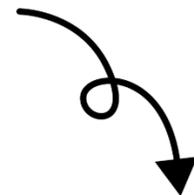
Published online 2015 Jul 21. doi: [10.1371/journal.pone.0131463](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0131463)

Neighbourhood Characteristics and Long-Term Air Pollution Levels Modify the Association between the Short-Term Nitrogen Dioxide Concentrations and All-Cause Mortality in Paris

Séverine Deguen,^{1,2,*} Claire Petit,^{1,2} Angélique Delbarre,¹ Wahida Kihal,^{1,2} Cindy Padilla,^{1,2} Tarik Benmarhnia,^{1,2} Annabelle Lapostolle,³ Pierre Chauvin,³ and Denis Zmirou-Navier^{1,2,4}

Tim S. Nawrot, Editor

PLoS One



les sujets résidant dans les territoires défavorisés sont plus vulnérables aux épisodes de pollution

==> Une augmentation significative de 3.14% de décès pour 10 µg/m³ d'augmentation de l'exposition à court terme des concentrations au NO₂ pour les IRIS les plus défavorisés seulement

Variables	n (%)	Excess risk(%) [†]	95% CI	p value [‡]
Total	79,107 (100)	0.94	0.08, 1.80	0.032
Age (year)				
35 – 84	49,353 (62)	0.36	-0.72, 1.44	0.51
≥ 85	29,754 (38)	1.86	0.50, 3.24	0.01
Sex				
Female	41,774 (53)	0.22	-0.94, 1.38	0.71
Male	37,333 (47)	1.75	0.51, 3.00	0.01
Census block socioeconomic categories				
Category 1 (most privileged)	16,101 (20)	0.81	-1.01, 2.66	0.38
Category 2	43,582 (55)	0.04	-1.09, 1.18	0.95
Category 3 (most deprived)	19,424 (25)	3.14	1.41, 4.90	0.00
Level of long-term NO₂ exposure				
1 st tertile: ≤ 50.6 µg/m ³	29,894 (38)	0.06	-1.34, 1.47	0.94
2 nd tertile: 50.6-55.8 µg/m ³	25,864 (33)	1.07	-0.30, 2.45	0.13
3 rd tertile: > 55.8 µg/m ³	23,349 (30)	1.92	0.28, 3.59	0.02

[†]: Adjusted for maximum temperature (spline function), mean from lag 0 to 5 relative humidity (inverse function), incidence rate of influenza case counts, and holidays

[‡]: significant p-value in bold (p<5%)

Etude à Paris

Journal List > PLoS One > v.10(7); 2015 > PMC4510557



View this Article | Submit to PLOS | Get E-Mail Alerts | Contact Us

PLoS One, 2015; 10(7): e0131463.

PMCID: PMC4510557

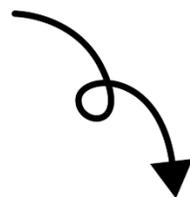
Published online 2015 Jul 21. doi: [10.1371/journal.pone.0131463](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0131463)

Neighbourhood Characteristics and Long-Term Air Pollution Levels Modify the Association between the Short-Term Nitrogen Dioxide Concentrations and All-Cause Mortality in Paris

Séverine Deguen,^{1,2,*} Claire Petit,^{1,2} Angélique Delbarre,¹ Wahida Kihal,^{1,2} Cindy Padilla,^{1,2} Tarik Benmarhnia,^{1,2} Annabelle Lapostolle,³ Pierre Chauvin,³ and Denis Zmirou-Navier^{1,2,4}

Tim S. Nawrot, Editor

PLoS One



La population exposée chroniquement à des niveaux élevés de dioxyde d'azote subit un risque encore plus élevé lors des pics de pollution

==> Une augmentation significative de 1.92% de décès pour 10 µg/m³ d'augmentation de l'exposition à court terme des concentrations au NO₂ pour les IRIS les plus exposés

Variables	n (%)	Excess risk(%)†	95% CI	p value‡
Total	79,107 (100)	0.94	0.08, 1.80	0.032
Age (year)				
35 – 84	49,353 (62)	0.36	-0.72, 1.44	0.51
≥ 85	29,754 (38)	1.86	0.50, 3.24	0.01
Sex				
Female	41,774 (53)	0.22	-0.94, 1.38	0.71
Male	37,333 (47)	1.75	0.51, 3.00	0.01
Census block socioeconomic categories				
Category 1 (most privileged)	16,101 (20)	0.81	-1.01, 2.66	0.38
Category 2	43,582 (55)	0.04	-1.09, 1.18	0.95
Category 3 (most deprived)	19,424 (25)	3.14	1.41, 4.90	0.00
Level of long-term NO₂ exposure				
1 st tertile: ≤ 50.6 µg/m ³	29,894 (38)	0.06	-1.34, 1.47	0.94
2 nd tertile: 50.6-55.8 µg/m ³	25,864 (33)	1.07	-0.30, 2.45	0.13
3 rd tertile: > 55.8 µg/m ³	23,349 (30)	1.92	0.28, 3.59	0.02

†: Adjusted for maximum temperature (spline function), mean from lag 0 to 5 relative humidity (inverse function), incidence rate of influenza case counts, and holidays
‡: significant p-value in bold (p<5%)

Etude à Paris

Journal List > PLoS One > v.10(7), 2015 > PMC4510557

PLOS ONE A Peer-Reviewed, Open Access Journal

View this Article | Submit to PLOS | Get E-Mail Alerts | Contact Us

PLoS One, 2015, 10(7): e0131463. PMID: PMC4510557
Published online 2015 Jul 21. doi: [10.1371/journal.pone.0131463](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0131463)

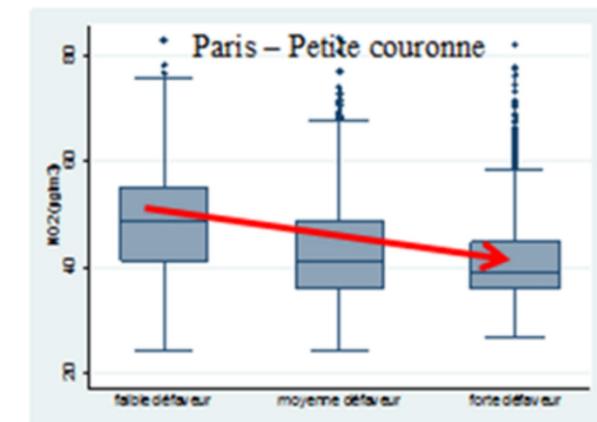
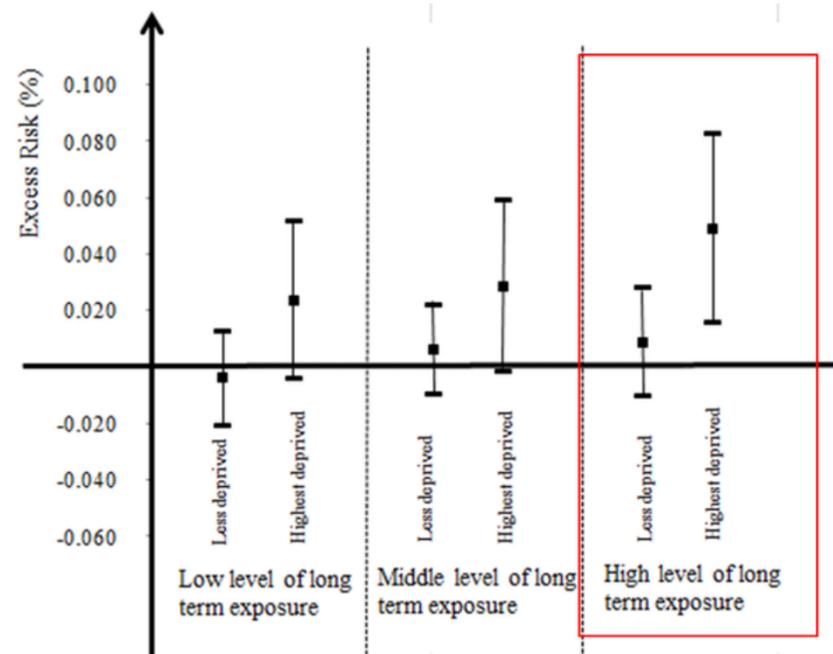
Neighbourhood Characteristics and Long-Term Air Pollution Levels Modify the Association between the Short-Term Nitrogen Dioxide Concentrations and All-Cause Mortality in Paris

Séverine Deguen,^{1,2*} Claire Petit,^{1,2} Angélique Delbarre,¹ Wahida Kihal,^{1,2} Cindy Padilla,^{1,2} Tarik Benmarhnia,^{1,2} Annabelle Lapostolle,³ Pierre Chauvin,³ and Denis Zmirou-Navier^{1,2,4}

Tim S. Nawrot, Editor

Variables	n (%)	Excess risk(%) [†]	95% CI	p value [‡]
Total	79,107 (100)	0.94	0.08, 1.80	0.032
Age (year)				
35 – 84	49,353 (62)	0.36	-0.72, 1.44	0.51
≥ 85	29,754 (38)	1.86	0.50, 3.24	0.01
Sex				
Female	41,774 (53)	0.22	-0.94, 1.38	0.71
Male	37,333 (47)	1.75	0.51, 3.00	0.01
Census block socioeconomic categories				
Category 1 (most privileged)	16,101 (20)	0.81	-1.01, 2.66	0.38
Category 2	43,582 (55)	0.04	-1.09, 1.18	0.95
Category 3 (most deprived)	19,424 (25)	3.14	1.41, 4.90	0.00
Level of long-term NO₂ exposure				
1 st tertile: ≤ 50.6 µg/m ³	29,894 (38)	0.06	-1.34, 1.47	0.94
2 nd tertile: 50.6-55.8 µg/m ³	25,864 (33)	1.07	-0.30, 2.45	0.13
3 rd tertile: > 55.8 µg/m ³	23,349 (30)	1.92	0.28, 3.59	0.02

[†]: Adjusted for maximum temperature (spline function), mean from lag 0 to 5 relative humidity (inverse function), incidence rate of influenza case counts, and holidays
[‡]: significant p-value in bold (p<5%)



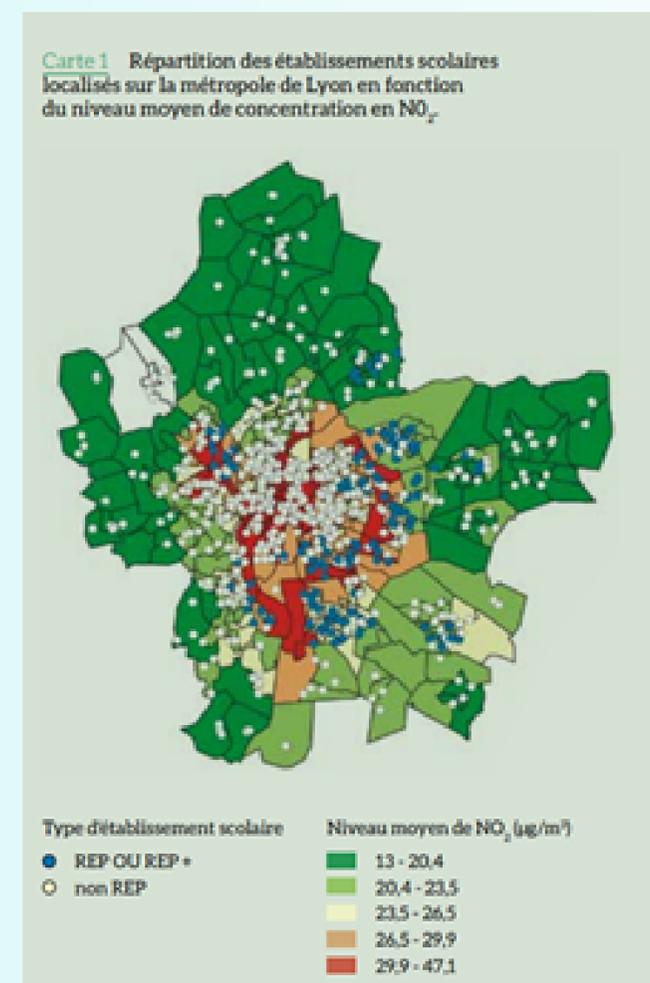
Le cumul de caractéristiques de voisinage (du lieux de résidence) augmente le risque de décès

Des populations plus vulnérables



Tableau 2 Répartition des établissements scolaires localisés sur la métropole de Lyon en fonction du niveau moyen de concentration en NO_2 à l'Iris supérieur ou non à la norme européenne de $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$ en moyenne annuelle.

		< $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$	> $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$	Total
non REP	n	734	6	740
	%	99,2	0,8	100
REP/ REP+	n	203	5	208
	%	97,6	2,4	100



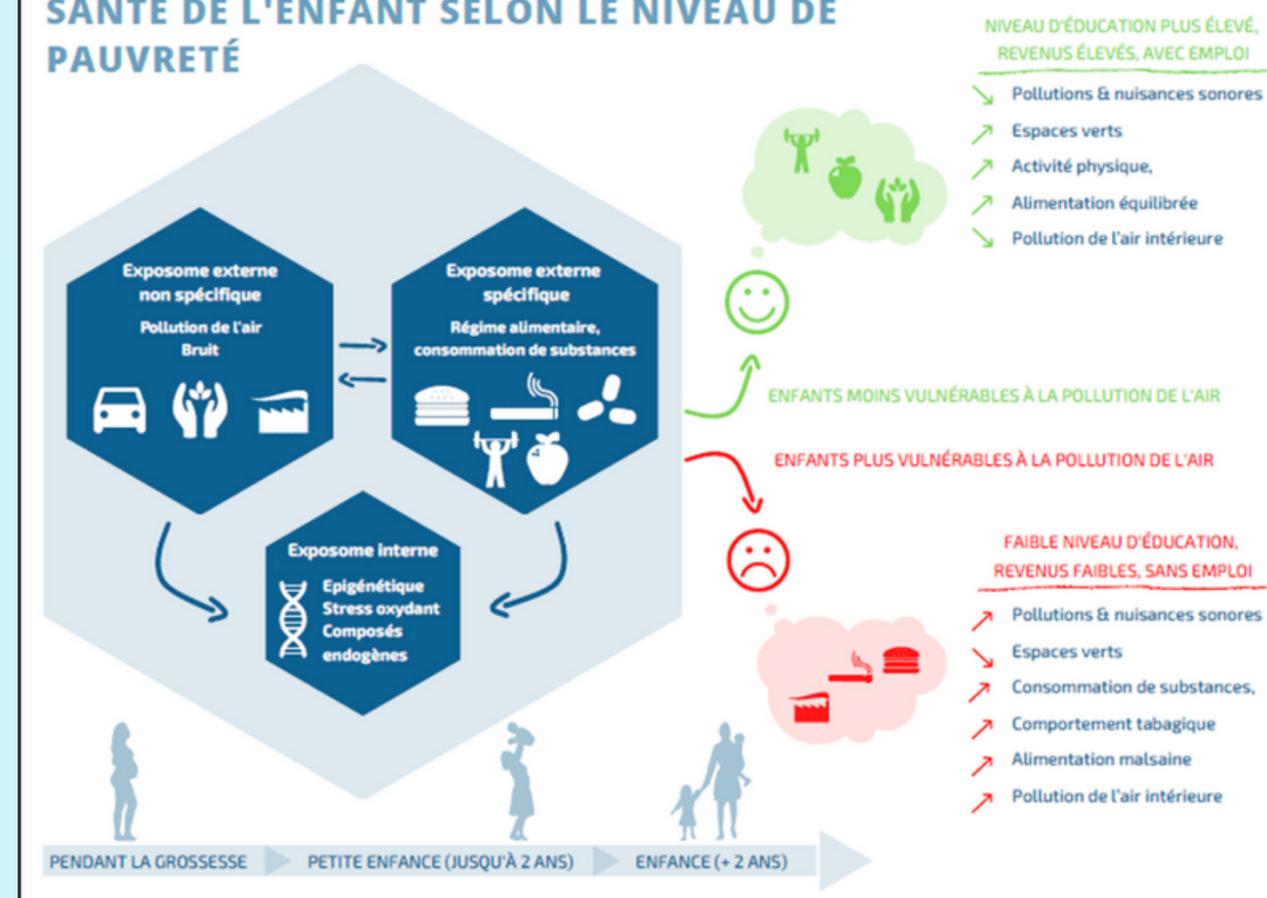
Des populations plus vulnérables



À travers ce présent rapport, UNICEF France et le Réseau Action Climat analysent l'impact de la pauvreté sur l'exposition et la vulnérabilité des enfants à la pollution de l'air. En France, plus de trois enfants sur quatre respirent un air pollué. Cette pollution a des impacts différenciés en fonction du niveau socio-économique des enfants et de leurs parents, pourtant peu de politiques publiques prennent véritablement en compte cette double vulnérabilité.

Ce rapport est un cri d'alarme pour mieux protéger les enfants et faire de la lutte contre la pollution de l'air un levier au service du combat contre les inégalités sociales.

SANTÉ DE L'ENFANT SELON LE NIVEAU DE PAUVRETÉ



Aujourd'hui, il apparaît donc majeur d'investir la question de l'accumulation des expositions environnementales au cours de la vie, plus particulièrement pour les enfants pauvres. Mettre en avant cette problématique revient ainsi à révéler l'intérêt et la nécessité d'investiguer le concept d'exposome chez les enfants pauvres, spécifiquement, pour adapter les interventions et les prises de décisions de façon proportionnelle au niveau de défaveur socio-économique.

Vers l'action sur les territoires ...

Projet Impact'Health : Interventions visant à diminuer la pollution de l'air liée au trafic routier en milieu urbain : Évaluation de l'équité des bénéfices sanitaires -
Resp Wahida Kihal - CNRS Strasbourg



Vers l'action sur les territoires ...

Objectif général du projet

Une approche intégrée

L'objectif est d'identifier des solutions contribuant à améliorer durablement la qualité de l'air, et lever les freins pour passer à l'action

- ❑ **Objectif scientifique** - Quel(s) est (sont) le(s) scénario(s) d'abattement des émissions, compatibles avec les grandes orientations des plans d'aménagement publiés ou en cours de publications des métropoles de Rennes et de Strasbourg qui maximiseraient les bénéfices sanitaires et réduiraient les ISS ?
- ❑ **Objectif technique** Le challenge de ce projet résidera dans le travail de conversion des orientations des aménagements des territoires en scénarios de réduction des émissions de polluants. Les concentrations issues de ces modèles sont utilisées pour une **quantification de l'impact sanitaire et économique** sur chaque territoire.

Vers l'action sur les territoires ...

Une approche intégrée

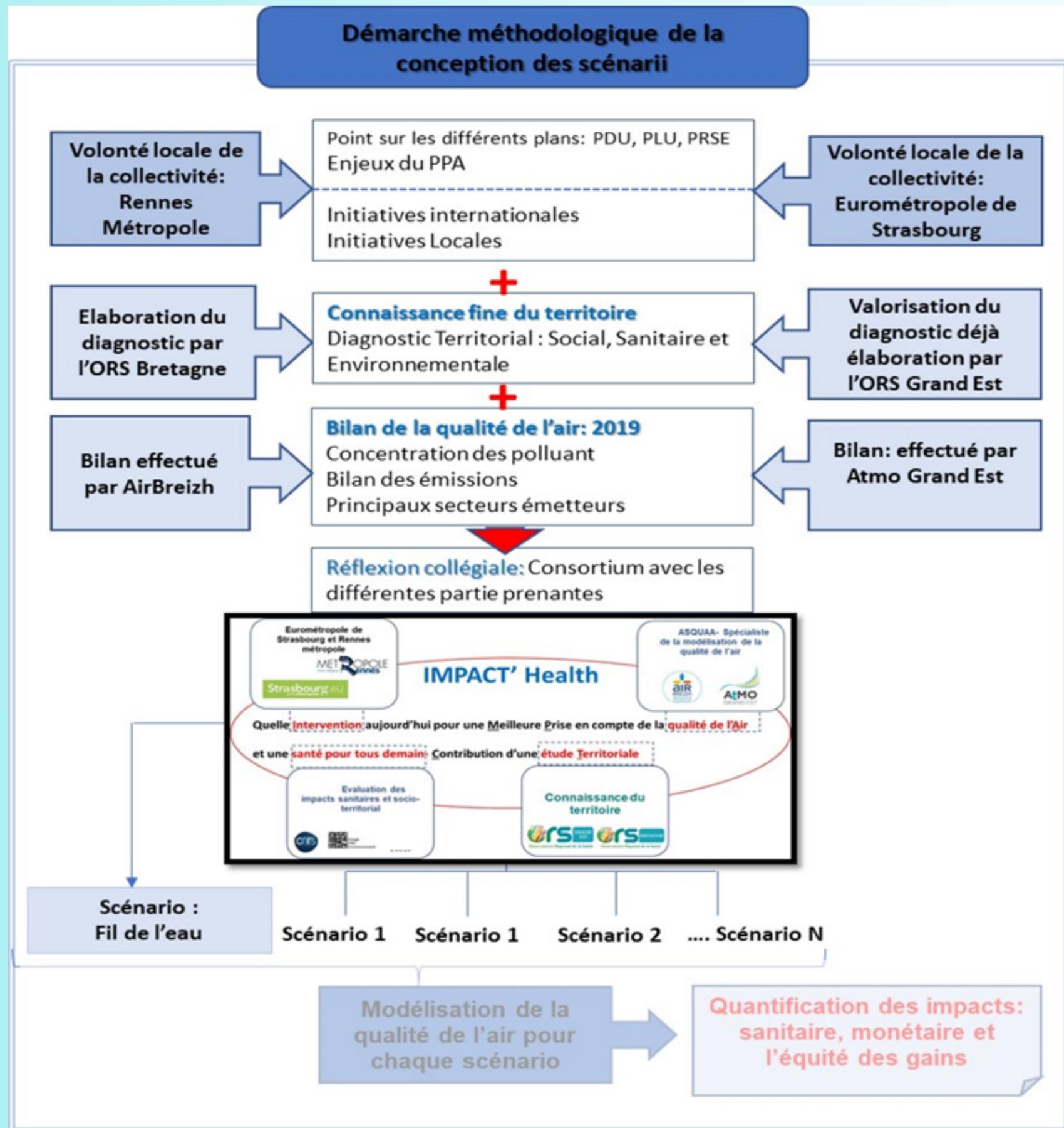
Produire des **connaissances prospectives**

- ❑ Sur chaque territoire: Identifier le scénario maximisant le bénéfice sanitaire et l'équité de ce bénéfice

Quantification **des impacts**

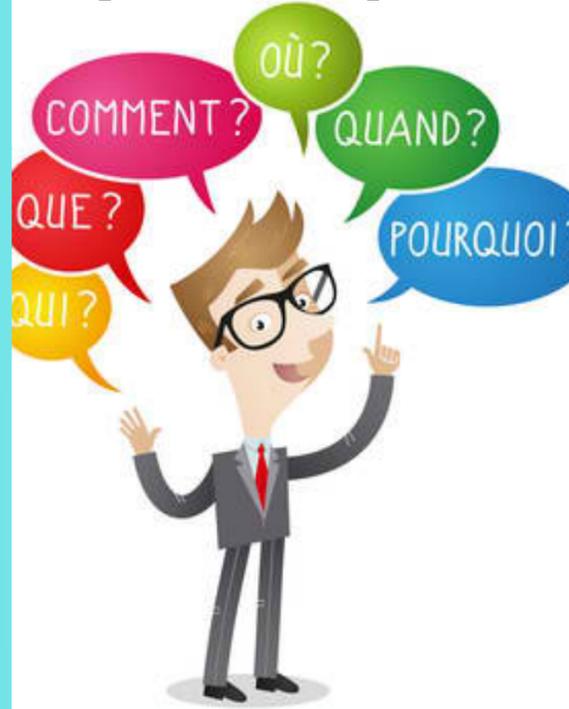
- ❑ Quantification de l'impact sanitaire et économique sur chaque territoire en fonction des de leur caractéristique socioéconomiques et environnementale

Vers l'action sur les territoires ...



Constat

- 1 - Existence d'inégalités socio - environnementales spécifiques à chaque territoire
- 2 - Les populations les plus défavorisées plus impactées par les nuisances environnementales



Action/intervention

- 1 - Prise en compte des inégalités sociales dans la construction d'intervention visant à améliorer la qualité de l'environnement
- 2 - Quantifier les bénéfices sanitaires par groupe socioéconomique

Santé-environnement : des concepts à l'action...

Mardi 27 juin 2023
Journée PFOSS

Lucie Pelosse, co-référente régionale santé-environnement IREPS ARA &
co-coordinatrice du Pôle ESE RA



Présentation



Instance Régionale d'Education et de Promotion Santé

13 équipes implantées sur
l'ensemble de la région
(120 salariés)

Ressources pour les
acteurs de la promotion de
la santé



**PÔLE
ÉDUCATION
PROMOTION
SANTÉ —
ENVIRONNEMENT**
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Réseau régional pour l'Education à l'Environnement vers un Développement Durable

156 structures adhérentes

5 salariés

Ressources pour les acteurs de l'EEDD

Dérèglement climatique : constats



Quelles sont les conséquences réelles du changement climatique ?

C'est le sujet traité par le 2ème groupe de travail du GIEC.

127 RISQUES MAJEURS



Pour réduire ces risques, il faut absolument limiter le réchauffement à + 1,5°C.

Il faut donc agir mais aussi s'adapter. Oui, mais comment ?

Dérèglement climatique : constats

5 / 10

3 Santé

Les événements météorologiques extrêmes tuent déjà.

Vagues de chaleur, fortes pluies, pollution de l'air...

Augmentent les maladies :



Gastro-intestinales



Cardio-vasculaires



Transmises par les moustiques et les tiques

(ex : dengue)



Liées à l'insécurité alimentaire



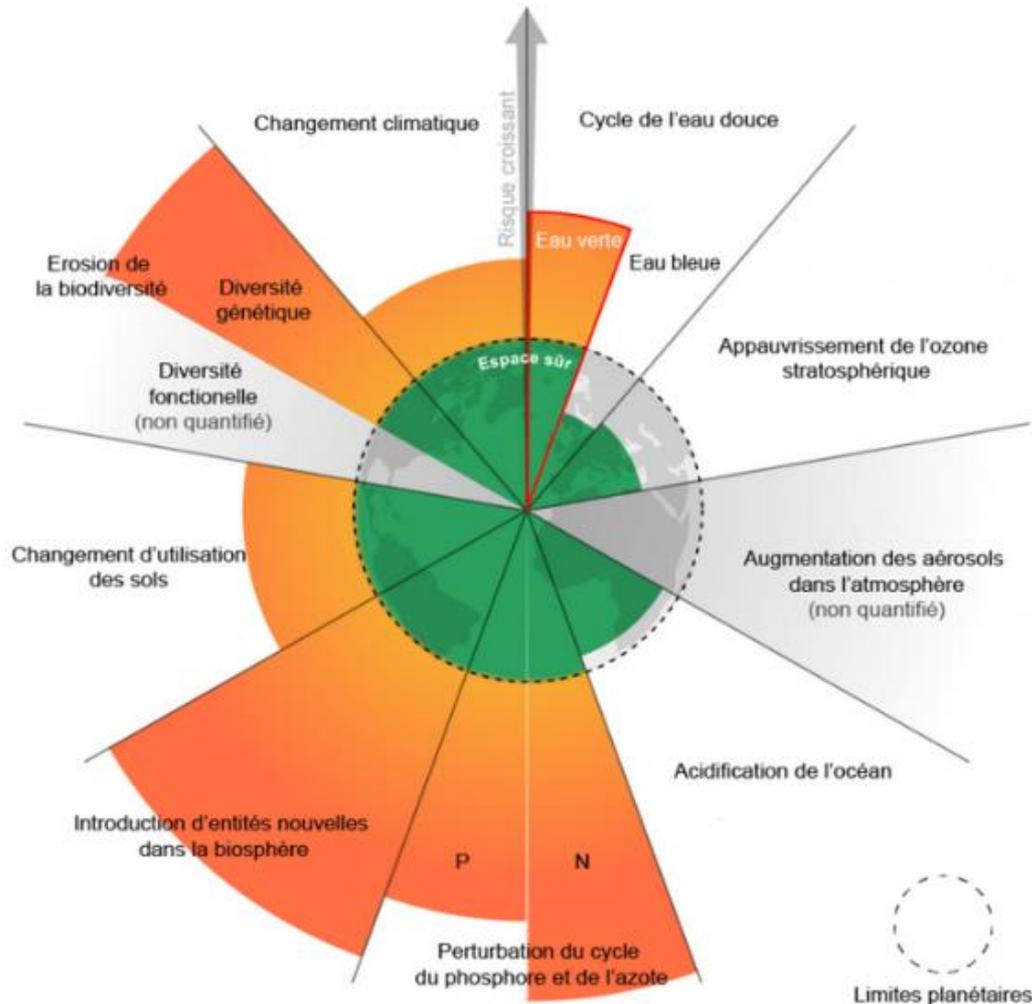
Et ont un fort impact sur la santé mentale (stress post-traumatique, anxiété...)



Le climat, unique défi ?

**Les 9 limites planétaires,
concept scientifique
élaboré en 2009**
(Rockström et al.)

Ces limites définissent les seuils que l'humanité ne doit pas dépasser pour entretenir les bonnes conditions dans lesquelles la vie s'est développée sur Terre.



La limite planétaire concernant l'utilisation d'eau douce (eau verte) a été franchie. Elle rejoint les 5 autres déjà dépassées, dont la dernière avait été officiellement dépassée en janvier 2022.

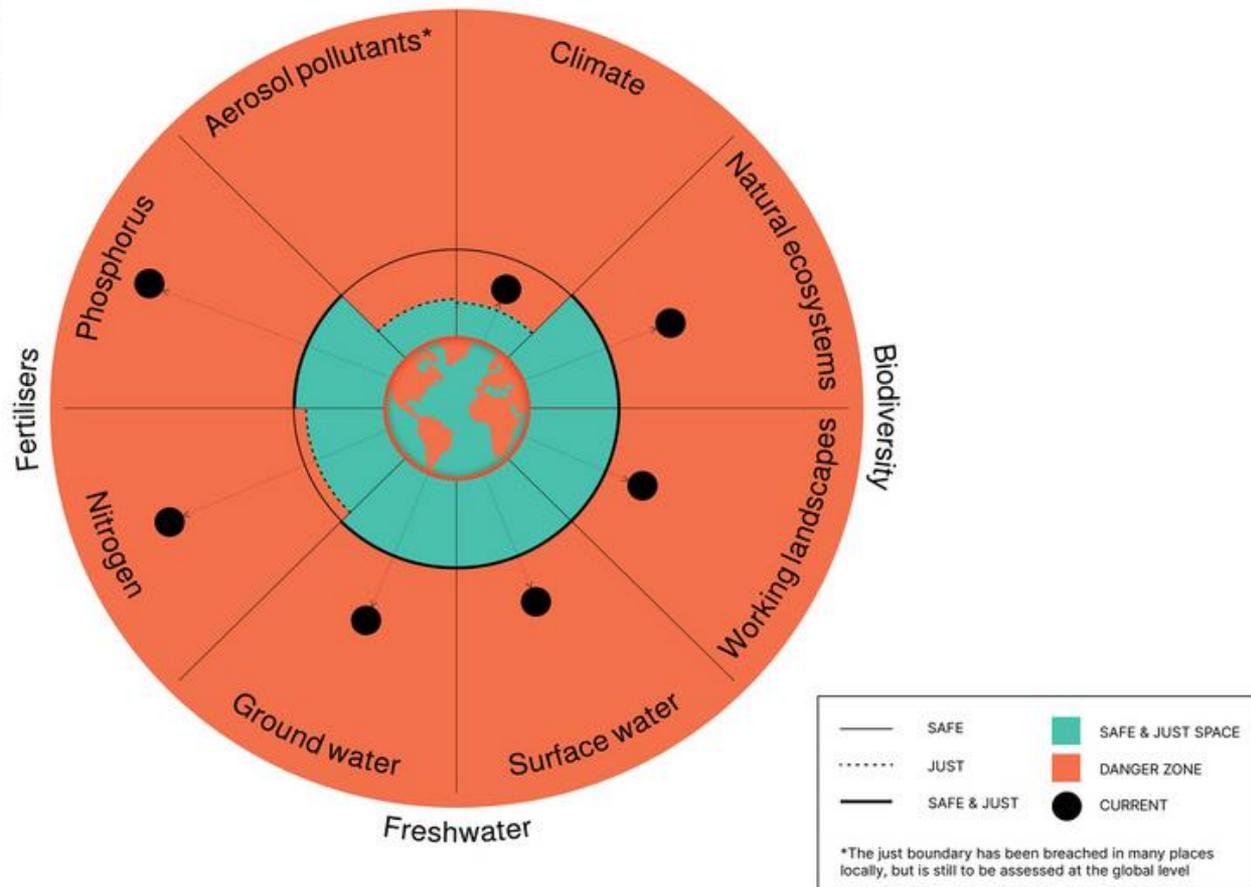
Crédit : Wang-Eriandsson et al. (2022)
Stockholm Resilience Center

Traduction Sydney THOMAS pour @BonPote

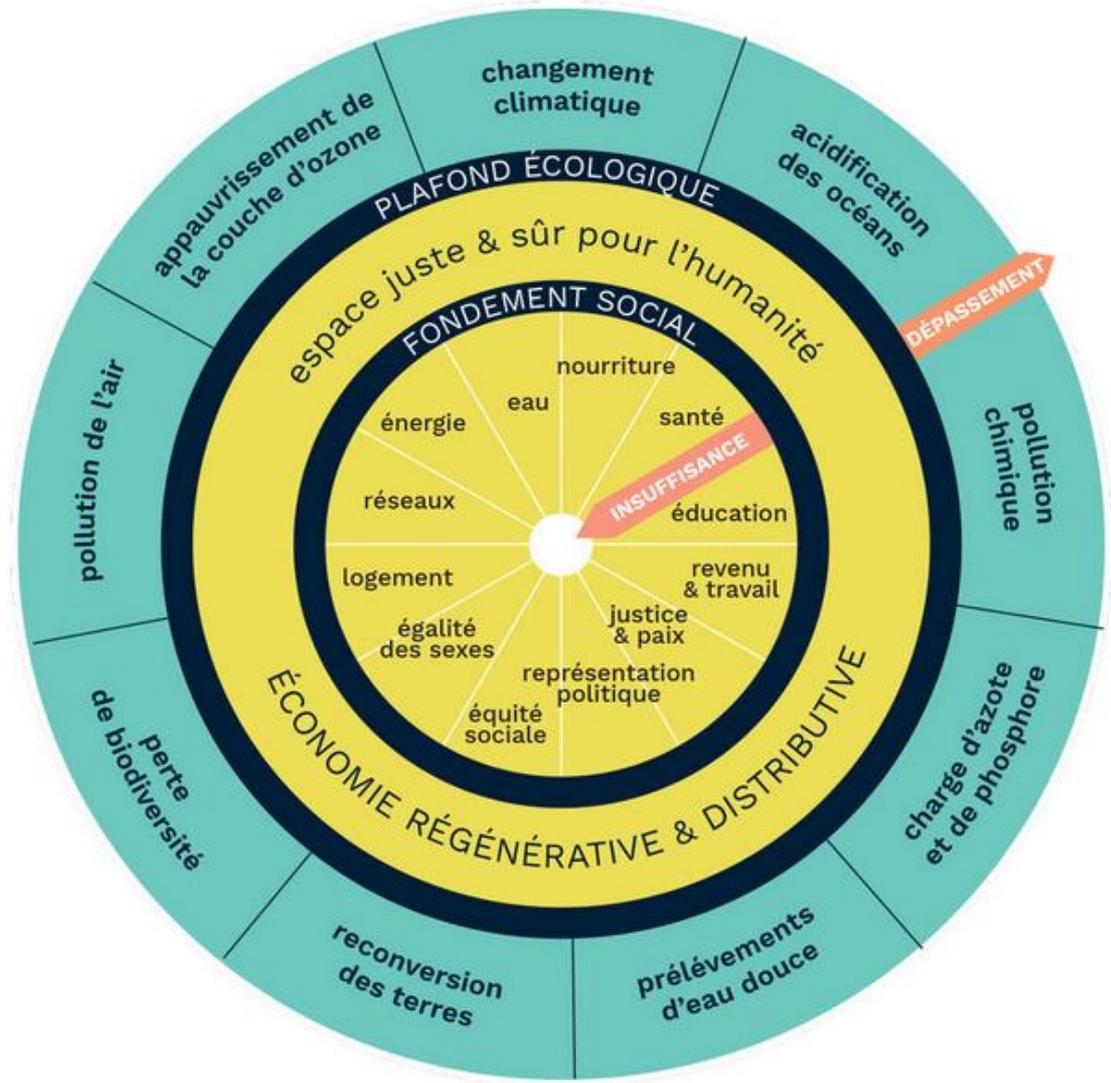


Nouvelle étude parue dans Nature en mai qui redéfinit 8 limites « sûres et justes » à ne pas dépasser afin de préserver l'équilibre du système terrestre et la bonne santé des espèces (y compris la nôtre). **Nouvelle dimension de justice introduite.**

Safe and Just Earth System Boundaries



Combiner ces limites planétaires (plafond environnemental) à un plancher social : La théorie du Donut de Kate Raworth, économiste britannique



Aller plus loin :

<https://www.oxfamfrance.org/actualite/la-theorie-du-donut-une-nouvelle-economie-est-possible/>

Théorie du donut de K Raworth by usbeketrica

En bref

La prise en compte des limites planétaires et la justice sociale interrogent directement notre modèle économique et pose donc des questions politiques et institutionnelles.

Pour l'économiste Eloi Laurent, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), il s'agit de *« sortir d'un modèle basé sur la croissance pour aller vers un modèle basé sur le bien-être »* car *« notre système économique détruit notre écosystème qui détruit la santé humaine. »*

Passage à l'action : Les « démons » paralysant

Face à la crise écologique et à l'ampleur des enjeux, on peut facilement se sentir démuni, impuissant alors même que C. Morel-Darleux nous dit :

"Face à la sidération, le meilleur remède est le passage à l'action"

Il existe des **freins au niveau individuel**.

Rajagopal P.V. (militant gandhien et altermondialiste) identifie 4 « démons » paralysant :

- sentiment d'impuissance,
- Sentiment de complexité,
- Sentiment de solitude,
- Peur.

Vivian Labrie, intellectuelle québécoise, identifie un 5^{ème} « démon » : la tolérance aux inégalités, le fatalisme.

Les verrous du passage à l'action

Il existe **des freins au niveau collectif et sociétal**.

Pour C Morel-Darleux, ces verrous sont de différentes natures :

- Contexte de « consommation ostentatoire » qui encourage à consommer toujours plus (théorie du sociologue Veblen, 1899)
- Manque d'équité dans les mesures de protection de l'environnement, se traduisant par un fort sentiment d'iniquité.
- Forme d'indifférence fatiguée : cumul de problèmes, saturation.
- Forme de déni (ou sous-estimation) accentué par une tendance à la déconnexion au sensible.
- Poids des lobbys économiques.
- Dépolitisation des problèmes.

L'éducation et promotion de la santé-environnement

Ces différents constats posent des questions en termes d'accompagnement aux changements.

Changements qui doivent intervenir :

- à plusieurs échelles (politique, collective et individuelle)
- mais aussi dans notre rapport au monde en sortant d'une vision utilitariste de l'environnement pour aller vers une approche sensible du vivant.

C'est les intentions de l'Education et promotion de la Santé-Environnement (ESE).

L'ESE vise un renforcement du pouvoir d'agir des individus et des communautés sur leur santé, sur leur environnement et sur leurs interactions. Elle est mise en œuvre à travers des processus d'éducation et d'accompagnement au changement, partant des personnes, pour leur permettre de développer des habiletés individuelles et collectives (charte ESE).

Le Pôle ESE en actions



Formations,
journées
d'échanges,
webinaires...

La newsletter

Mai 2023



**PÔLE
ÉDUCATION
PROMOTION
SANTÉ —
ENVIRONNEMENT**
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Des ressources pour agir en Éducation et promotion de la Santé-Environnement

Sélectionner une région

Auvergne-Rhône-Alpes

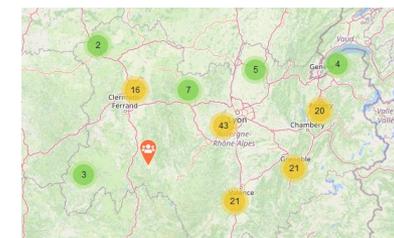
En savoir plus sur le Pôle ESE ARA

- Nous connaître
- Thématiques
- Méthodes
- Médiathèque
- Événements
- Cartographie

- Nature et Santé
- Air Extérieur
- Alimentation et Agriculture
- Aménagement du territoire
- Changements climatiques
- Déchets
- Eau
- Environnement intérieur
- Environnement sonore
- Ondes électromagnétiques

Toutes les méthodes

- Techniques d'animation
- Séquences éducatives
- Postures et repères



Etat: A venir (7) Type: Tous les événements Région: Auvergne-Rhône-Alpes (7) Département: Département Thématique: Toutes les thématiques

Réinitialiser

* résultats (page 1 sur 1)



A venir
Atelier nature, biodiversité et santé
FORMATION
MARDI 2 MAI 2023
01960 Péronnas



A venir
Conférence : Déchets : une élimination est-elle possible ?
CONFÉRENCE, WEBINAIRE
MERCREDI 10 MAI 2023
26000 Valence



A venir
Regard psychosocial sur le changement de comportements : comprendre, se questionner, s'outiller



A venir
Visite du verger de la Ballastière et Spectacle Kitchen Bazar
SORTIE, VISITE
JEUDI 6 JUILLET 2023

Thématique: Toutes les thématiques Type de ressource: Tout type Format de la ressource: Tous les formats

1309 résultats (page 1 sur 66)

Des fiches repères



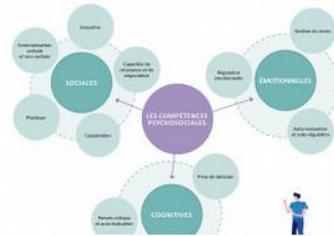
Fiche posture et repère

Les inégalités environnementales et la santé : mieux comprendre les liens pour mieux agir

Cette fiche repère définit les inégalités environnementales et explicite leurs liens avec la santé et plus spécifiquement les inégalités sociales de santé.

Date de dernière mise à jour : 31/05/2023

#inégalités environnementales



Fiche posture et repère

Les compétences psychosociales : un levier pour éduquer à la santé-environnement

Cette fiche repère définit ce que sont les compétences psychosociales et en quoi leur renforcement peuvent être favorables pour promouvoir la santé-environnement.

Date de dernière mise à jour : 13/04/2023

#compétences psychosociales

#émotions



Fiche posture et repère

Le plaidoyer en promotion de la santé-environnement

Cette fiche repère définit ce qu'est le plaidoyer, ses modalités de déploiement et les formes possibles pour l'ESE.

Date de dernière mise à jour : 03/04/2023

#plaidoyer



Fiche posture et repère

Qu'est-ce que le pouvoir d'agir ? A quoi peut-il servir ?

Cette fiche présente le concept de "pouvoir d'agir" et apporte des éclairages sur les différentes définitions, les objectifs poursuivis, les liens avec la notion de participation ou encore sa traduction dans les pratiques professionnelles.

Date de dernière mise à jour : 11/01/2023

#participation

Merci de votre attention

Série thématique : Santé et environnement

Préserver la santé des personnes, prendre soin de notre environnement



Bruno FABRES

Agence régionale de santé



Séverine DEGUEN

Université de Bordeaux



Lucie PELOSSE

IREPS Auvergne-Rhône-Alpes

Série thématique : Précarité énergétique

Se loger et se déplacer en toute sobriété



Stéphane BARRIER

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes



Claire DELFOSSE

Laboratoire d'Études Rurales
Université de Lyon



Patrick GRIMAUULT

Cap Rural



Anna LLOYD

ORS Auvergne-Rhône-Alpes

MARDI 27 JUIN 2023



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SEMINAIRE PFOSS

27 Juin 2023

**« La rénovation énergétique pour répondre aux enjeux climatiques,
économiques et sociaux »**

1) Contexte réglementaire et enjeux

La rénovation énergétique des bâtiments constitue un des leviers pour tendre vers un modèle de développement en adéquation avec les objectifs de neutralité carbone.

Elle répond à un triple enjeu :

- lutter contre le changement climatique,
- favoriser la reprise économique,
- faire reculer la précarité énergétique.

Les objectifs de la rénovation énergétique

Lutter contre le changement climatique

- Le secteur du bâtiment est responsable d'environ 20% des émissions de gaz à effet de serre en France.
- La France s'est engagée, avec la loi de transition énergétique pour une croissance verte de 2015, à diminuer de 40% ses émissions de gaz à effet de serre et de 30% sa consommation d'énergies fossiles à l'horizon 2030.
- En 2019, la loi énergie-climat, qui inscrit "l'urgence écologique et climatique" dans le code de l'énergie, fixe de nouveaux objectifs plus ambitieux, dont l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050.
- Issue des travaux de la Convention citoyenne pour le climat, la loi Climat et résilience, promulguée le 22 août 2021, introduit la notion de "rénovation performante" dans le code de la construction et de l'habitation afin d'orienter les aides de l'État vers des rénovations plus efficaces.

Quelques chiffres en AURA :

- Environ 670 000 logements en étiquettes F et G, représentant 18 % des logements

Données ONRE (<https://www.ecologie.gouv.fr/observatoire-national-renovation-energetique>)

- 20 % des ménages en AURA déclarent avoir souffert du froid au cours de l'hiver 2020-2021, pendant au moins 24h.

En 2020, 10 % des ménages en Aura, soit environ 300 000, ont dépensé plus de 8 % de leurs revenu pour payer les factures énergétiques de leur logement, et font partie des plus modestes.

Données ONPE ADEME (<https://onpe.org/>)

- Environ 25 000 logements sociaux en étiquettes F et G, représentant 5 % du parc de logement social.

Données RPLS (<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/au-1er-janvier-2022-159-des-residences-principales-sont-des-logements-locatifs-sociaux>)

Les objectifs de la rénovation énergétique

Lutter contre le changement climatique

- Malgré une baisse continue des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du bâtiment depuis 2015, le Haut Conseil pour le climat souligne la nécessité d'accélérer la rénovation énergétique pour respecter les objectifs que la France s'est fixée dans le cadre de sa stratégie bas carbone (SNBC).

- Le plan de relance, décidé par le Gouvernement à la suite de la crise du Covid-19, a mobilisé une enveloppe de 7 milliards d'euros dédiée à la rénovation énergétique des bâtiments sur la période 2021-2022 :

*2 milliards d'euros pour la rénovation des logements privés avec "MaPrimeRénov" ;

*4 milliards d'euros pour la rénovation des bâtiments publics (écoles, universités, bâtiments administratifs...);

*500 millions d'euros pour la rénovation du parc locatif social ;

*200 millions d'euros pour la rénovation des bâtiments tertiaires des TPE (Très petites entreprises) et PME (Petites et moyennes entreprises).

- La rénovation énergétique des bâtiments est aussi un levier important pour l'économie (création / maintien d'emplois non délocalisables).

Les objectifs de la rénovation énergétique

La suppression des passoires thermiques

- Le terme "passoire thermique" est employé pour désigner un logement avec une consommation énergétique excessive.
 - Un décret de janvier 2021, en application de la loi énergie-climat de 2019, a introduit un seuil énergétique dans la définition du logement "décent". Depuis le 1er janvier 2023, les logements dont la consommation énergétique, estimée par le DPE, dépassera les 450 kWh/m²/an sont considérés comme indécents
 - La loi Climat et résilience de 2021 a introduit de nouvelles mesures pour lutter contre les passoires thermiques :
 - *interdiction de la location pour les logements classés G à partir de 2025, pour les logements classés F à partir de 2028, pour les logements classés E à partir de 2034 ;
 - *gel du loyer des passoires énergétiques
 - *obligation de réaliser un audit énergétique pour la vente des logements classés F et G
 - *obligation pour les copropriétaires de réaliser un diagnostic de performance énergétique (DPE) à l'échelle de l'immeuble et un plan pluriannuel de travaux (PPT) sur dix ans
- **Ces mesures doivent permettre de protéger les locataires contre des factures d'énergie trop élevées tout en laissant le temps nécessaire aux propriétaires pour rénover les logements qu'ils louent.**

Les objectifs de la rénovation énergétique

Un DPE plus fiable, plus lisible et opposable

La loi Climat et Résilience donne une valeur législative à la nouvelle étiquette du DPE et consacre son rôle central dans l'évaluation de la performance d'un logement. Ce nouveau DPE se veut :

*plus lisible : il ne propose plus qu'une seule étiquette pour classer la performance d'un logement de A à G

*plus fiable : tous les logements sont soumis à la même méthode de calcul pour estimer leur classe énergétique.

*opposable : le DPE devient opposable en cas de vente, c'est-à-dire qu'un acquéreur pourra se retourner contre le vendeur si l'étiquette attribuée au logement est erronée.

→ **Enjeu de fiabilisation du nouveau DPE et de pédagogie sur la nécessité de préparer son élaboration.**

Les objectifs de la rénovation énergétique

La lutte contre les passoires énergétiques : un enjeu de justice sociale

La rénovation des bâtiments est la principale réponse apportée pour lutter contre le phénomène de précarité énergétique. La loi du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle 2, définit la précarité énergétique comme le fait d'éprouver dans son logement "des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat".

- Cette loi a créé, en mars 2011, l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) pour assurer le suivi et l'analyse de ce phénomène en France et contribuer à l'orientation des politiques publiques. L'ONPE a mis en place trois indicateurs pour mesurer la précarité énergétique des ménages

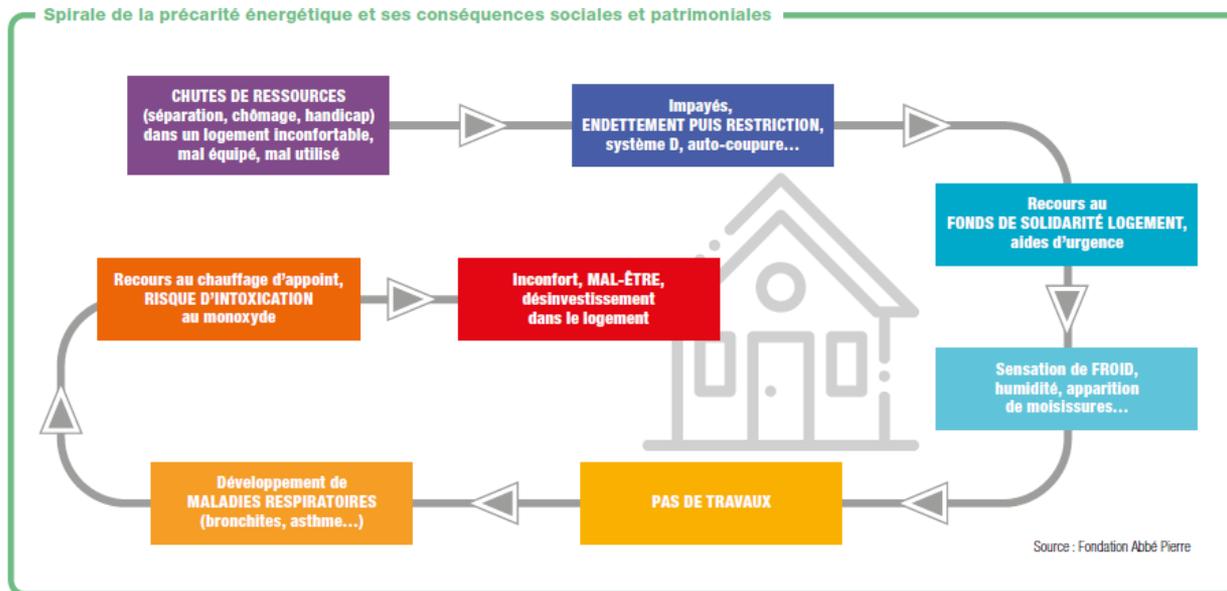
*le taux d'effort énergétique calculé en fonction des dépenses d'énergie et des revenus du ménage ;

*l'indicateur bas revenu dépenses élevées ;

*le ressenti du froid est basé sur la sensation de froid exprimé par les ménages pour des raisons diverses .

Les objectifs de la rénovation énergétique

La lutte contre les passoires énergétiques : un enjeu de justice sociale



→ les ménages les plus touchés par la précarité énergétique sont en majorité des ménages de petite taille, d'une personne ou deux, une partie seulement ayant des enfants à charge. Leurs revenus bruts ou par unité de consommation (UC) sont parmi les plus faibles (9 843 € par UC par an) : ils appartiennent pour 56 % d'entre eux au premier décile de revenus par unité de consommation (source : BdT 2020)

2) Quels leviers mettre en place ou à améliorer ?

Quels leviers ?

Quels dispositifs pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et lutter contre la précarité énergétique ?

- La réglementation thermique des bâtiments

La réglementation thermique (RT) a été instaurée à la suite des chocs pétroliers de 1973 et 1979 face à l'augmentation du prix du pétrole.

Depuis 2007, la réglementation thermique des bâtiments existants (RT existant) encadre les travaux de rénovation entrepris sur des bâtiments résidentiels ou tertiaires existants et fixe les performances énergétiques à respecter.

Les mesures réglementaires sont différentes selon l'importance des travaux prévus par le maître d'ouvrage.

Quels leviers ?

Quels dispositifs pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et lutter contre la précarité énergétique ?

- Les aides pour réaliser des économies d'énergie

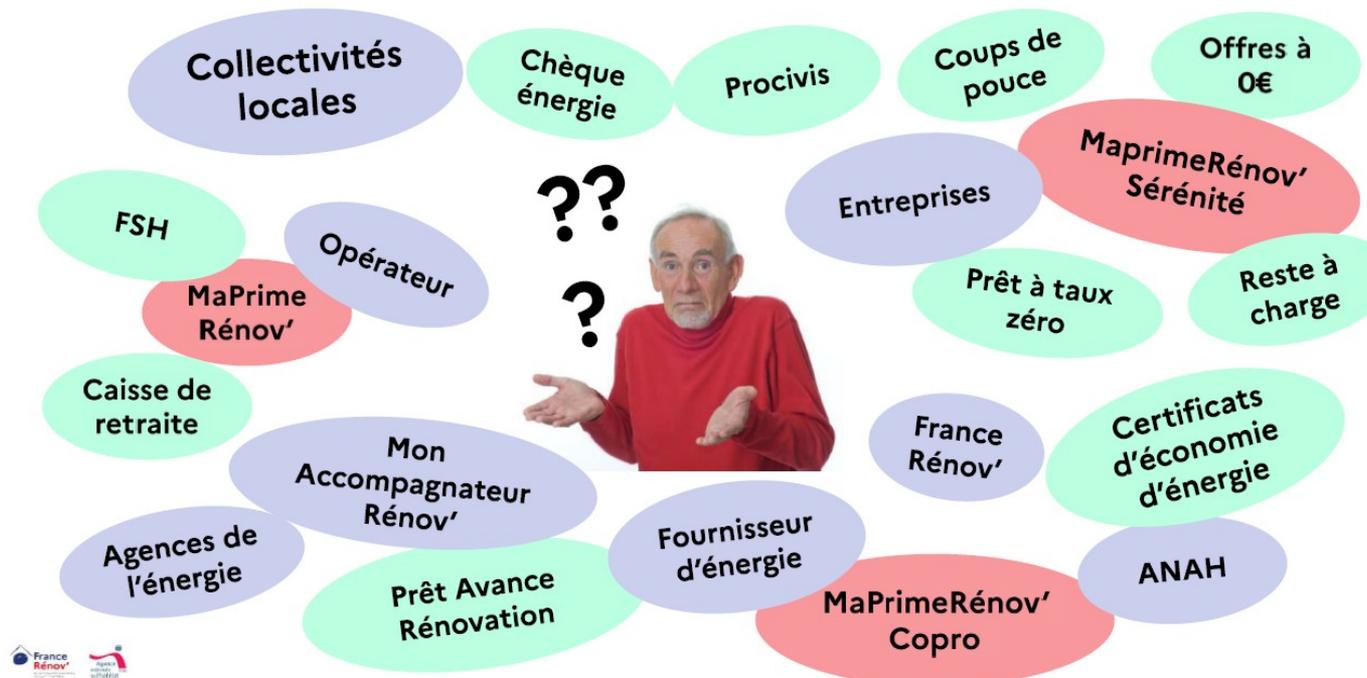
Le marché de la rénovation énergétique est fortement soutenu par les aides financières de l'État et des collectivités : Ma prime rénov', CEE, chèque énergie, fond solidarité logement (FSL)....

En AURA, en 2022 :

- plus de 4 000 ménages ont bénéficié d'une aide de l'Anah pour rénover énergétiquement et de manière performante leur logement, représentant 138 millions d'euros de travaux ;
- Plus de 75 000 Ma Prime Rénov' distribuées (1 geste ou plusieurs gestes de travaux réalisés) pour près d'1 milliard d'euros de travaux ;
- plus de 600 000 bénéficiaires de chèque énergie (montant moyen : 149 euros)

Quels leviers ?

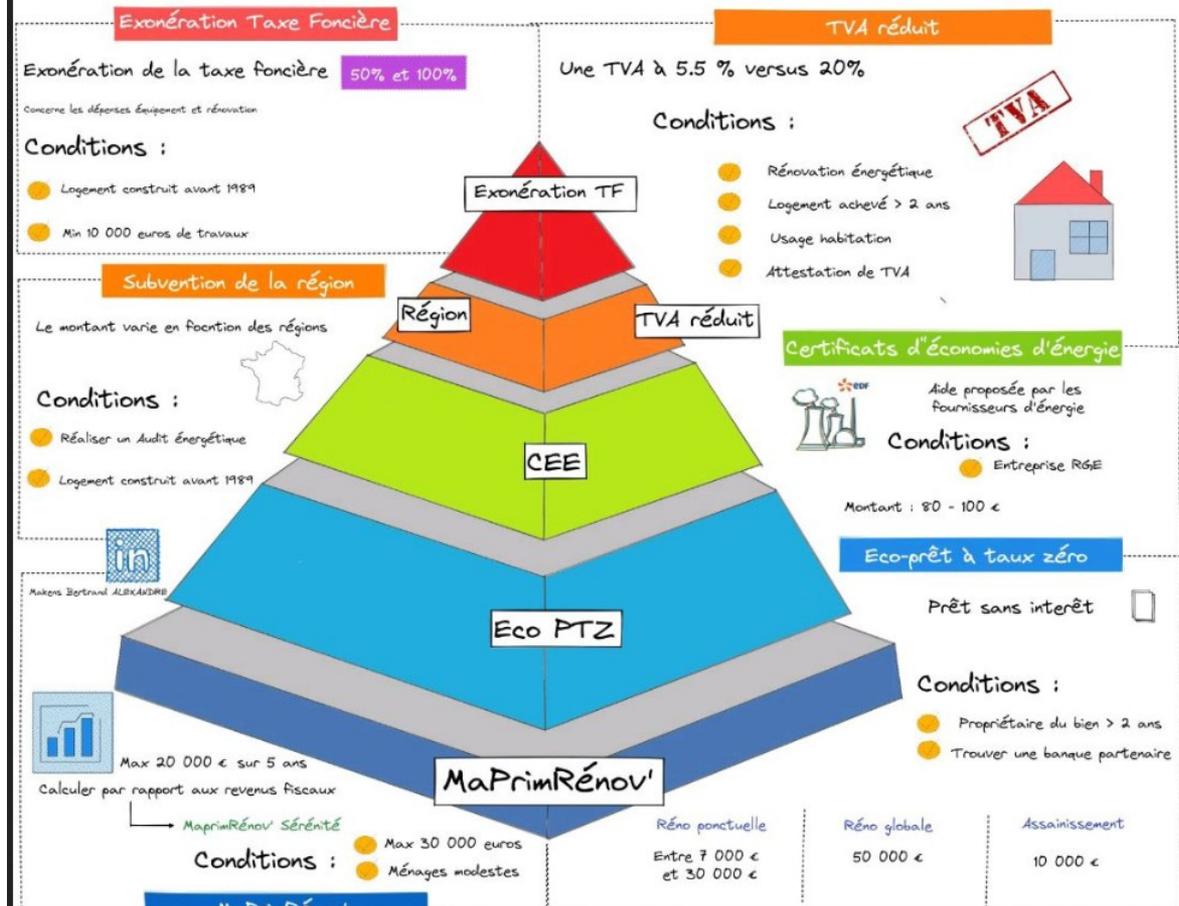
Quels dispositifs pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et lutter contre la précarité énergétique ?



Quels leviers ?

Quels dispositifs pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et lutter contre la précarité énergétique ?

Pyramide des aides énergétiques



Quels leviers ?

Quels dispositifs pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et lutter contre la précarité énergétique ?

France Renov', le service public de la rénovation de l'habitat pour un accompagnement de confiance et de qualité dans tous les territoires



Depuis le 1^{er} janvier 2022, France Renov' constitue le **point d'entrée unique** pour tous les **projets de travaux** de rénovation énergétique et d'amélioration de l'habitat.

Un service public de **proximité**, traduit par un **parcours usager simplifié et harmonisé** grâce à la mise en place de :

Une plateforme web unique

france-renov.gouv.fr



Un numéro de téléphone unique

0 808 800 700

Conseillers France Renov'

Au sein des 450 Espaces Conseil France Renov'



Mon Accompagnateur Renov'

Opérateurs publics ou acteurs privés agréés

Informier et orienter l'usager

Accompagner l'usager dans son projet

Quels leviers ?

Quels dispositifs pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et lutter contre la précarité énergétique ?

La mise en place de Mon Accompagnateur Rénov' s'intègre dans le déploiement des objectifs de politique publique portés par France Rénov'

Retours d'expérience

- > Le lancement de **MaPrimeRénov'** en 2020 a permis d'enclencher une dynamique de massification de la rénovation énergétique des logements du parc privé : plus d'un million cinq cent mille aides engagées
- > La rénovation énergétique est **un processus engageant** qui touche au **lieu de vie**, qui traite de la **complexité du bâti** et qui nécessite de proposer aux ménages une **réponse personnalisée et adaptée** à leurs besoins et leurs situations.

Une ambition forte

- > Un **renforcement du service public de rénovation de l'habitat** : l'entrée en vigueur de Mon Accompagnateur Rénov' en 2023 marque une nouvelle étape de la politique publique et du déploiement du service public de la rénovation de l'habitat
- > Un interlocuteur **tiers de confiance pour massifier les rénovations ambitieuses** en levant avec le plus d'efficacité possible les freins identifiés

Un double objectif

- > **Stimuler la demande** et inciter davantage de Français à lancer leur projet
- > **Relever le niveau d'ambition, de performance et d'efficacité** des rénovations et simplifier le parcours de travaux pour les ménages au travers d'un accompagnement pluridisciplinaire



Quels leviers ?

Quels dispositifs pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et lutter contre la précarité énergétique ?

- parc social de logement : Entre 2016 et 2020, 520 000 logements ont fait l'objet d'une rénovation thermique dont 340 000 pour lesquels les travaux avaient été finalisés au 31 décembre 2020. Le résultat des travaux menés conduit à un saut d'1,5 étiquette de DPE en moyenne, 22 % atteignant un niveau de consommation inférieur ou égal au BBC-rénovation.
- des aides financières multiples : subventions de l'État (FNAP – rénovation énergétique -, démarche de massification portée par Aura HLM...), des collectivités (FEDER Région, aides des collectivités locales), Action Logement Services, Banque des Territoires, fonds propres des bailleurs...
- principaux freins identifiés par les bailleurs liés à la problématique financière ; devant les difficultés d'ordre technique ; et le manque de personnel pouvant mener à bien des opérations de rénovations de thermiques, tant au sein même du bailleur que parmi les prestataires

Annexes – Aides de l'Anah



Bilan 2022 AURA

- L'enveloppe consommée pour 2022 en région Auvergne-Rhône-Alpes s'élève à 133,49 M€ (dont 13,7M€ d'ingénierie) – ie 114 M€ en 2021

- 16 019 logements ont été subventionnés par l'ANAH en Auvergne-Rhône-Alpes (12 476 logements en 2021), dont 10 265 logements ont été aidés par l'ANAH pour des travaux de rénovation énergétique, pour 100,27 M €.

- Concernant les aides aux ménages pour les rénovations énergétiques, il faut ajouter le dispositif MaPrimeRénov' géré au niveau national. Ainsi, en 2022, 75 837 logements ont été aidés grâce à MPR, pour 324,79M€ € de subventions (en 2021, les chiffres s'élevaient à 79 706 logements, 280,93 M € de subventions).

Au total, en 2022, 92 000 logements d'Auvergne-Rhône-Alpes auront été subventionnés pour des travaux de rénovation pour 458,28 M€ d'aides et 1Mds€ de travaux induits.

Budget 2023 AURA

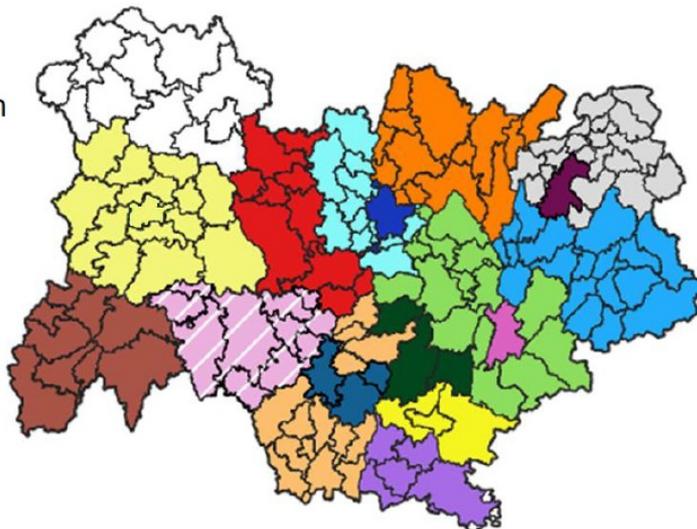
- L'enveloppe affectée pour 2023 à la région Auvergne-Rhône-Alpes est de **183,51M€** , soit 12,44% de la dotation distribuée aux régions. La dotation d'Auvergne-Rhône-Alpes est donc supérieure de 60M€ à la dotation initiale de 2022.

Le territoire régional entièrement couvert

Carte de déploiement du SPPEH* en Auvergne-Rhône-Alpes – 2022

18 lauréats à l'AMI Région
100% de la région couverte
depuis avril 2022

- CA du Grand Anney
- CA Montélimar Agglomération
- CA Privas Centre Ardèche
- CA Valence Romans Agglo
- CC du Crestois et de Pays de Saillans Cœur de Drôme
- Conseil départemental de l'Ain
- Conseil départemental de l'Ardèche
- Conseil départemental du Cantal
- Conseil départemental de Haute-Loire
- Conseil départemental de la Haute-Savoie
- Conseil départemental de l'Isère
- Conseil départemental de la Loire
- Conseil départemental du Puy-de-Dôme
- Conseil départemental du Rhône
- Conseil départemental de la Savoie
- Grenoble-Alpes-Métropole
- Métropole de Lyon
- Conseil départemental de l'Allier



Sources et réalisation : AURA-EE
SPPEH : Service public de la performance énergétique de l'habitat

**24 Espaces
Conseil**



Plus de
300 conseillers
déployés au plus
proche des usagers



Soit
3,75 conseillers
pour 100 000 hab
2,89 au niveau national

Annexes – Aides du Fond National des Aides à la Pierre (FNAP)

Bilan 2022 AURA rénovation énergétique – réhabilitation lourde :

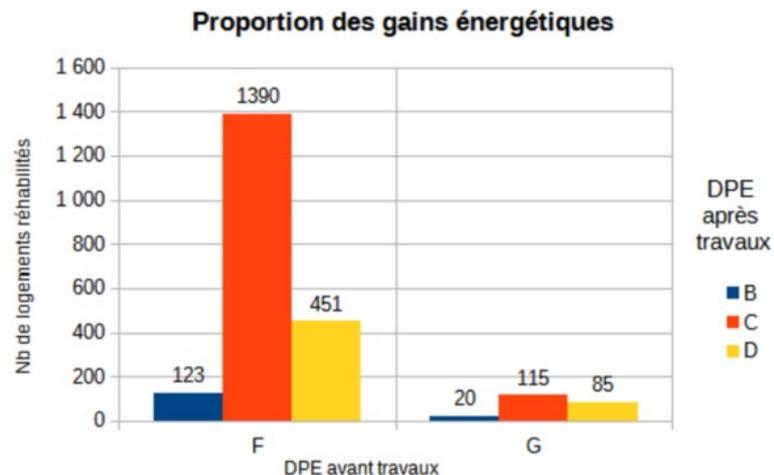
Montant engagé : **8,89 M€**

Nombre de logements rénovés : **2 205 logements** (atteinte à 247 % des objectifs)

1 964 logements F traités (contre 1 371 en 2021)

221 logements G traités (contre 216 en 2021)

Etiquette DPE avant travaux	Etiquette DPE après travaux	Restructuration lourde	Rénovation énergétique seule
F	B	58	65
	C	1107	283
	D	294	157
G	B	20	
	C	116	
	D	24	61
Total		1619	566



Annexes – Aides du Fond National des Aides à la Pierre (FNAP)

Programmation 2023 AURA rénovation énergétique – réhabilitation lourde :

Enjeux :

- Réduire les gaz à effet de serre
 - Soutenir les investissements des bailleurs pour respecter les échéances de la loi résilience climat (interdiction de location des logements de classe G en 2025, et classe F en 2028)
 - Maîtriser les charges pour les locataires
- priorité pour les projets de rénovations thermiques seules

Forfaits moyens de subvention :

- 4 000 €/logement pour les rénovations énergétiques seules ;
- 8 000 €/logement pour les opérations de restructuration lourde couplées à une rénovation énergétique

Éligibilité des opérations : cahier des charges national

- Logements conventionnés depuis au moins 15 ans fortement consommateurs d'énergie (**DPE F et G**)
 - Audit énergétique avant travaux exigé : atteinte de l'étiquette énergétique C minimum
 - DPE avant et après travaux exigé (
DPE avant travaux valide au sens de l'article D. 126-19 du code de la construction et de l'habitation et non vierge)
 - Aides orientées prioritairement en faveur des organismes qui concentrent au sein de leur parc les plus fortes proportions de logements de classe DPE F et G avant travaux
- en AURA, une enveloppe de 26M€ pour un objectif de près de 5800 LLS.

Annexes – connaître l'état du parc de logement

Liste des principales bases de données consultables apportant des éclairages sur les enjeux de rénovation du patrimoine bâti et des logements :

- **Observatoire national de la rénovation énergétique (ONRE)** : Il a pour mission d'améliorer la connaissance de la dynamique de rénovation énergétique de l'ensemble des bâtiments résidentiels et tertiaires. De nombreuses productions sont réalisées : statistiques sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre liées aux rénovations, parc de logements par classe de performance énergétique au 1er janvier 2022...

Accès aux données : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-de-logements-par-classe-de-performance-energetique-au-1er-janvier-2022-0>

- **GEODIP Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE)** : L'ONPE met à disposition des acteurs territoriaux (services de l'Etat, collectivités territoriales, associations de collectivités, agences de l'énergie, agences d'urbanisme, etc...) l'outil de cartographie et d'indicateurs GÉODIP pour visualiser à différentes mailles (de la France entière à l'IRIS) les zones de précarité énergétique liées au logement et à l'utilisation de la voiture des ménages. L'inscription est gratuite et doit être renouvelée tous les 6 mois.

Accès aux données : <https://www.geodip.onpe.org>

- **Ademe DPE** : Les données des DPE établis par les diagnostiqueurs immobiliers depuis le 1er juillet 2021 - depuis l'entrée en vigueur de la réforme du DPE - sont disponibles en opendata.

Les données sont accessibles sous la forme d'un outil statistiques ou sous la forme d'un tableau interactif disponible sur l'observatoire DPE

Accès aux données : <https://observatoire-dpe.ademe.fr/statistiques/outil-et-data.ademe.fr>

Annexes – connaître l'état du parc de logement

Liste des principales bases de données consultables apportant des éclairages sur les enjeux de rénovation du patrimoine bâti et des logements :

- **Registre national d'immatriculation des copropriétés (RNIC) de l'Anah** : Il recense, qualifie et localise plus de 500 000 copropriétés en France.

Accès aux données : <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/registre-national-dimmatriculation-des-coproprietes/>

- **Carte des loyers** : disponible pour la première fois en 2018, la carte de loyers de la DGALN - Habitat, Urbanisme, Rénovation , avec l'appui de l' ANCT - agence nationale de la cohésion des territoires - et de l' ANIL - agence nationale pour l'information sur le logement- propose pour 2022 des indicateurs de loyers à l'échelle des communes dans toute la France. Elle devrait être actualisée chaque année.

Accès aux données : <https://www.ecologie.gouv.fr/carte-des-loyers>

- **Base de Données Nationale des Bâtiments (BDNB)** : la base du CSTB qui recense et qualifie plus de 20 millions de bâtiments en France est disponible dans un deuxième millésime (v07) intégrant quelques nouveautés méthodologiques notamment dans l'adressage

Accès aux données : <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/base-de-donnees-nationale-des-batiments/>

- **Observatoire National des Bâtiments (ONB)** : outil cartographique multivarié à l'échelle des bâtiments proposant notamment des indicateurs de consommation énergétique

Accès à la plateforme : <https://observatoire-national-batiments.fr/>

Pour plus de données de connaissance sur l'urbanisme, l'habitat et le logement:

https://www.data.gouv.fr/fr/pages/donnees_logement-urbanisme/

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Service Habitat Construction

Pôle Parc Privé Bâtiment Construction

69453 Lyon cedex 06

Tél. 04 26 28 60 00

www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr



FIN



**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ**

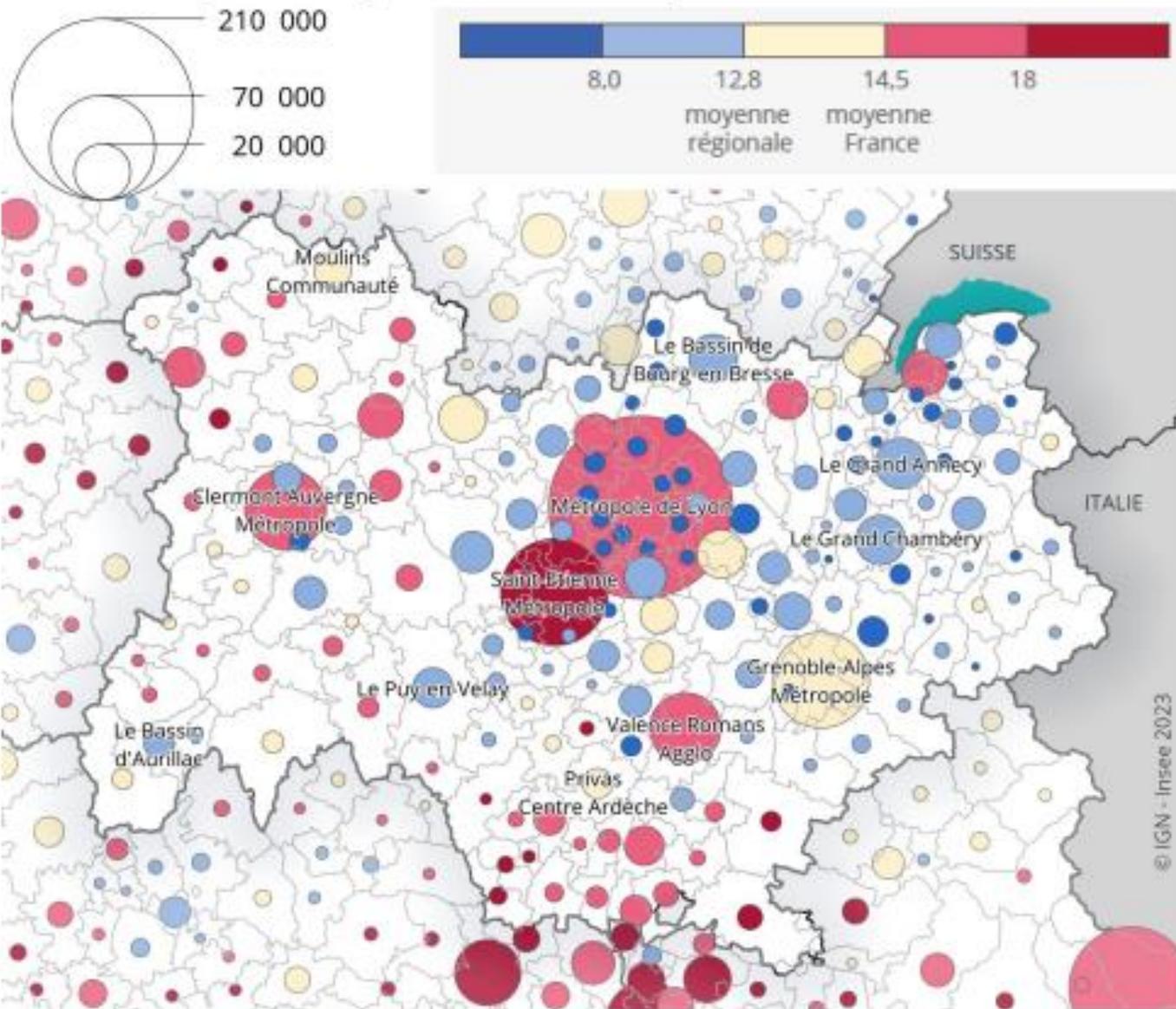


Logement et mobilité soutenables en milieu rural

Claire Delfosse (Université Lyon2-LER)

Patrick Grimault (Cap Rural)

Nombre de personnes pauvres Taux de pauvreté



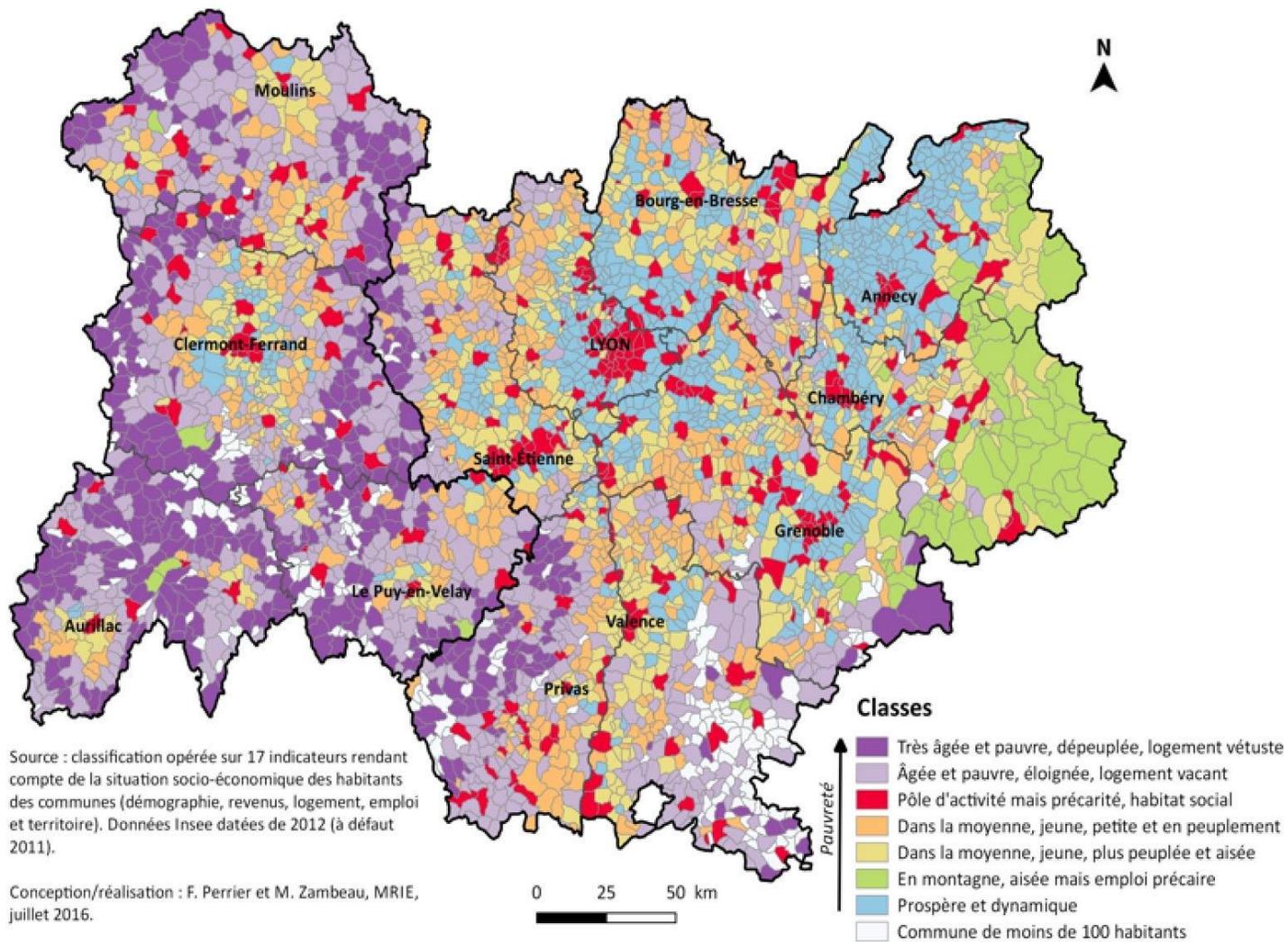
Quelques données saillantes fournies par l'INSEE
Auvergne-Rhône-Alpes

**Les territoires ruraux hors de l'influence des villes
davantage touchés**

dans tous les espaces ce sont les familles monoparentales
qui sont le plus touchées

- entre 20 et 30 % de familles monoparentales pauvres
- contre de 4 à 12 % pour les couples sans enfants

**Les ménages avec un référent jeune sont plus souvent
pauvres**



La pauvreté /précarité en milieu rural est souvent peu visible. Elle est complexe à appréhender car :

- l'hétérogénéité des territoires ruraux ;
- la diversification des situations de pauvreté vécues.

Des difficultés liées à la mobilité et participant de la précarité énergétique

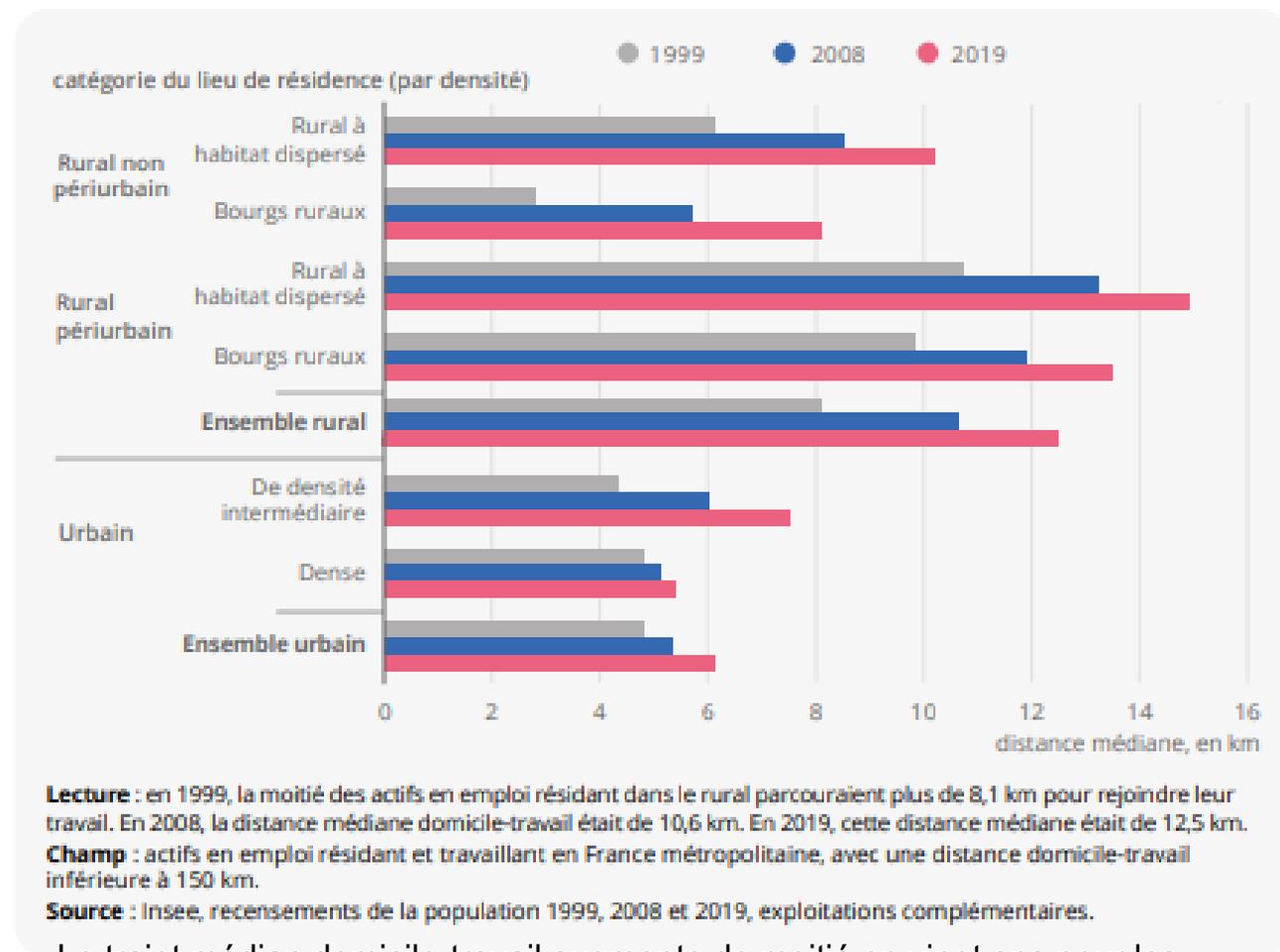
► 3. Distance médiane domicile-travail selon la catégorie de densité du lieu de résidence en 1999, 2008 et 2019

La domination de la voiture

- Une forte dépendance à la voiture
- Un renforcement du multi-équipement
- Un renforcement de l'usage dans les territoires ruraux, contrairement à la ville

Quelles conséquences?

- Un système de mobilité excluant
- Place les habitants face à des injonctions contradictoires



« Le trajet médian domicile-travail augmente de moitié en vingt ans pour les habitants du rural, *Insee première*, mai 2023

LES FRANÇAIS : PAS TOUS ÉGAUX EN MATIÈRE DE MOBILITÉ

FREINS ÉCONOMIQUES

Pour **50%** des Français le **coût des déplacements** est le 1^{er} obstacle à la mobilité



90 € mensuels en ville*



141 € mensuels à la campagne*

* en moyenne

FREINS PSYCHOLOGIQUES



L'appréhension de prendre les transports en commun touche :

+ de **29%** des 18-24 ans | **25%** des urbains | **26%** des + modestes

ABSENCE DE CHOIX



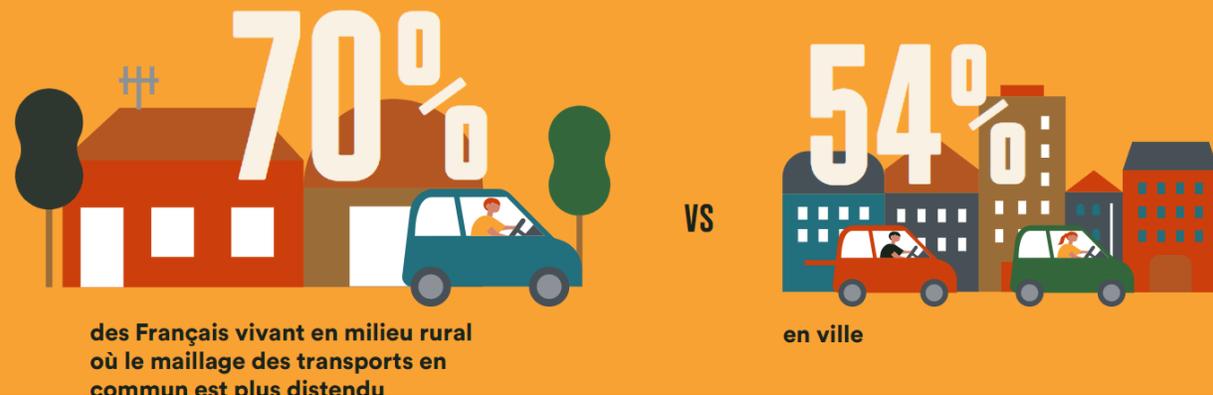
55% des Français estiment ne pas avoir le choix de leur moyen de déplacement

85% des habitants de **communes isolées** déclarent ne pas avoir le choix de leur mode de transport



77% d'entre eux déclarent ne pas pouvoir accéder aux transports collectifs à pied

Considérée comme plus pratique et synonyme d'autonomie, la voiture est le compagnon idéal pour



<https://multimedia.ademe.fr/infographies/infographie-la-mobilite-ademe/>

Une part de des transports collectifs très faible en milieu rural

“Le train ? c’est galère.”

Cet étudiant habite à Aulnoye et se rend tous les jours à son BTS à Fournies. Il a son permis et une voiture, mais pour des raisons économiques, il ne l'utilise que pour se rendre à la gare, puis prend le train entre Aulnoye et Fournies. Les horaires de train ne correspondent pas à ses besoins, il doit parfois attendre 1h30 avant ou après les cours. Parfois il s'arrange avec la direction de son établissement pour partir plus tôt des cours pour attraper un train. Les conditions de transport ne sont pas satisfaisantes : les trains sont bondés et sont souvent remplacés par des cars, ce qui allonge le temps de parcours.

Des personnes en situation de pauvreté-précarité qui peuvent quitter le milieu rural pour des questions de mobilité et de son coût ;

D'autres mettre très longtemps pour se déplacer (enquêtes Chartreuse) et peuvent renoncer à se déplacer ;

Des personnes qui témoignent qu'elles vont devoir choisir entre mettre de l'essence, se chauffer ou se nourrir.

Dispositifs visant à répondre aux difficultés de mobilité

Territoire rural vieillissant, habitat diffus générant des problématiques de mobilité et d'isolement ;

Absence de transports en commun.

Le projet du Royans-Express :

Palier les phénomènes d'exclusion, la distance, le temps de trajet, et l'absence de navettes par un service de transport accessible à tous les habitants du territoire.

Dispositif animé par le Collectif Part'âge et géré par le Centre Social La Paz.

4 boucles (2€ par personnes) réalisées par 45 bénévoles (+1 salarié), transport à la demande (4€), un véhicule adapté aux PMR et deux véhicules électriques



Le Royans Express est un transport partagé mis en place par le collectif Part'âge, soutenu par le collectif Bouge Tranquille et géré par le Centre Social La Paz.

*Pour tout renseignement ou pour toute réservation, n'hésitez pas à contacter le Centre Social du Lundi au vendredi de 9h à 11h
Téléphone 04.75.47.76.55 ou faire une demande par mail
royans.express@gmail.com*

Aide à la mobilité par l'association Détours (63)

Contexte du territoire Territoire rural, moyenne montagne, forte dépendance à la voiture individuelle, revenu moyen inférieur à la moyenne nationale

Le projet de Détours :

- chantier de mécanique automobile qui permet à toute personne du département bénéficiant de moins de 800 € de revenus par mois de faire réparer sa voiture.
- locations de voitures et de scooters,
- des bilans de mobilité individualisés et des accompagnements mobilité via la Plateforme Mobilité du Puy-de-Dôme.

Une plus grande précarité énergétique

Qui tient à plusieurs facteurs :

- Plus de propriétaires en milieu rural
- Des logements plus grands et plus anciens
- Le non recours aux aides
- La méconnaissance des aides
- La complexité des aides et impossibilité de financer la part non aidée



C. Delfosse. 2023 et 2022



Types de personnes concernées :

- Personnes ayant hérité d'un bien mais qui n'ont jamais eu les moyens de l'entretenir
- Personnes qui ont choisi de s'éloigner de l'urbain qui achètent à bas prix et qui n'ont pas les moyens de faire les travaux ;
- Nouveaux installés en agriculture (ou d'autres activités)
- Des personnes en rupture professionnelle qui se replient sur le rural...
- Autres catégories de personnes identifiées par la Fondation Abbé Pierre AURA liées aux logements précaires : saisonniers, électrosensibles, gens du voyage.

• Une grande variété de formes d'habitat précaire

Mobil'home / Préfabriqué	Cabane	Caravane	Camion aménagé	Sédentarisé en tente	Péniche abandonnée	Voiture	Total
7	6	3	2	3	1	1	23

D'après l'étude Soliha /Fondation Abbé Pierre dans la Drôme 2018 sur l'habitat précaire en milieu rural 23 situations identifiées dans le Diois, à Montélimar et à Buis-les-Baronnies.

Besoin d'aide
pour vos travaux ?



Le Bricobus arrive
près de chez vous !

Les compagnons bâtisseurs

- Des chantiers d'Auto-Réhabilitation accompagnée (ARA)
- Des ateliers bricolage pour adultes et enfants
- Des outilthèques pour le prêt d'outils.
- Des chantiers participatifs réalisés avec les habitant.e.s
- Un Bricobus qui parcourt le territoire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas et le quartier Nouvel Horizon à Privas.

(Extrait site Internet Compagnons bâtisseurs)

Pour les personnes âgées isolées en milieu rural :

Des actions Petites villes de Demain :
Aménager des logements adaptés en centre-bourg.

Autre exemple hors AURA : création d'une cellule contre le mal logement en 2020 en Bretagne par Poher Communauté

Maison Bolène, le projet d'habitat inclusif

L'association Maison Bolène et SOLIHA sont partenaires pour permettre la création de 10 logements pour personnes âgées au cœur du bourg de Craponne sur Arzon. Maison Bolène devrait accueillir ses premiers habitants début 2025.

Maison Bolène : *Chacun chez soi, mais tous ensemble !*





C. Delfosse. 2022

Merci pour votre attention.

RÉNOV'SANTÉ

Étude de l'évolution de la consommation de soins et de la santé perçue
suite à des travaux de réhabilitation de logements

Séminaire PFOSS
27 juin 2023



RÉNOV'
SANTÉ

INTRODUCTION



RÉNOV'
SANTÉ

CONTEXTE

Précarité énergétique :

Difficulté particulière à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat

3 indicateurs :

- Taux d'effort énergétique supérieur à 10 %
- Froid ressenti au cours du dernier hiver
- Faibles revenus + dépenses énergétiques élevées



RÉNOV'
SANTÉ

CONTEXTE

Précarité énergétique :

Difficulté particulière à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat

3 indicateurs :

- Taux d'effort énergétique supérieur à 10 % → 10,5 % des français en 2020
- Froid ressenti au cours du dernier hiver
- Faibles revenus + dépenses énergétiques élevées



RÉNOV'
SANTÉ

CONTEXTE

Précarité énergétique :

Difficulté particulière à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat

3 indicateurs :

- Taux d'effort énergétique supérieur à 10 % → 10,5 % des français en 2020
- Froid ressenti au cours du dernier hiver → 20 % des français en 2020
- Faibles revenus + dépenses énergétiques élevées



RÉNOV'
SANTÉ

CONTEXTE

Effets du mal logement sur la santé :

- surmortalité hivernale
- anxiété
- dépression
- problèmes respiratoires et cardiovasculaires

Effets spécifiques de la précarité énergétique sur la santé :

- dépression
- mauvaise santé perçue
- problèmes respiratoires

→ Effets des travaux de rénovation énergétique sur la santé ?

Source : Geddes et al., 2011; Wilkinson et al., 2001; Barnes et al., 2008; Collins, 1986; Green & Gilbertson, 2008; Mohan, 2022; Lacroix & Chaton, 2015; Ledésert et al., 2013



RÉNOV'
SANTÉ

OBJECTIFS



Mesurer l'évolution de l'état de santé, à travers la consommation de soins et la santé perçue, de personnes en situation de précarité énergétique, suite à la réalisation de travaux de réhabilitation de leur logement

Décrire l'évolution de la consommation de soins médicaux, avant et après travaux

Comparer la consommation de soins de la population d'étude à celle des assurés bénéficiant de la C2S (Complémentaire santé solidaire), avant et après les travaux

Mesurer l'évolution de la santé perçue, avant et après travaux

Mesurer l'évolution de la performance globale du logement avant et après travaux



RÉNOV'
SANTÉ

MÉTHODE



RÉNOV'
SANTÉ

TYPE D'ÉTUDE

Étude longitudinale avant-après avec un groupe témoin

2 phases :

- avant travaux
- 1 an après travaux

Intervention : réalisation de travaux de rénovation énergétique entre le 1er avril 2022 et le 31 décembre 2023



RÉNOV'
SANTÉ

POPULATION D'ÉTUDE

Personnes en situation de précarité énergétique et/ou éligibles à des programmes d'accompagnement à la rénovation dont le logement va bénéficier de travaux de rénovation énergétique



Diffus



Collectif groupé

Critères d'inclusion :

- Revenus modestes
- Résidence principale
- Propriétaires occupants ou locataires

Diffus : travaux de rénovation entrepris dans le cadre d'un projet individuel (maison ou appartement)

Collectif groupé : travaux de rénovation concernant l'ensemble de l'immeuble dans le cadre d'un programme collectif



RÉNOV'
SANTÉ

POPULATION D'ÉTUDE

Périmètre géographique



- Ardèche
- Isère
- Loire
- Puy-de-Dôme
- Rhône
- Savoie



RÉNOV'
SANTÉ

DONNÉES RECUEILLIES

Santé perçue

- Score global de Duke
- Score santé physique de Duke
- Score santé mentale de Duke
- Score santé sociale de Duke

Consommation de soins

- Consultations médecins généralistes
- Consultations médecins spécialistes
- Recours aux urgences
- Consommation de psychotropes
- Consommation de médicaments en lien avec le système cardiovasculaire et respiratoire

Caractéristiques du logement

- Caractéristiques générales
- Problèmes rencontrés
- Motif des travaux
- Nature des travaux
- Dépenses énergétiques

Performance globale du logement

- Qualité de l'air
- Confort d'ambiance
- Consommation d'énergie



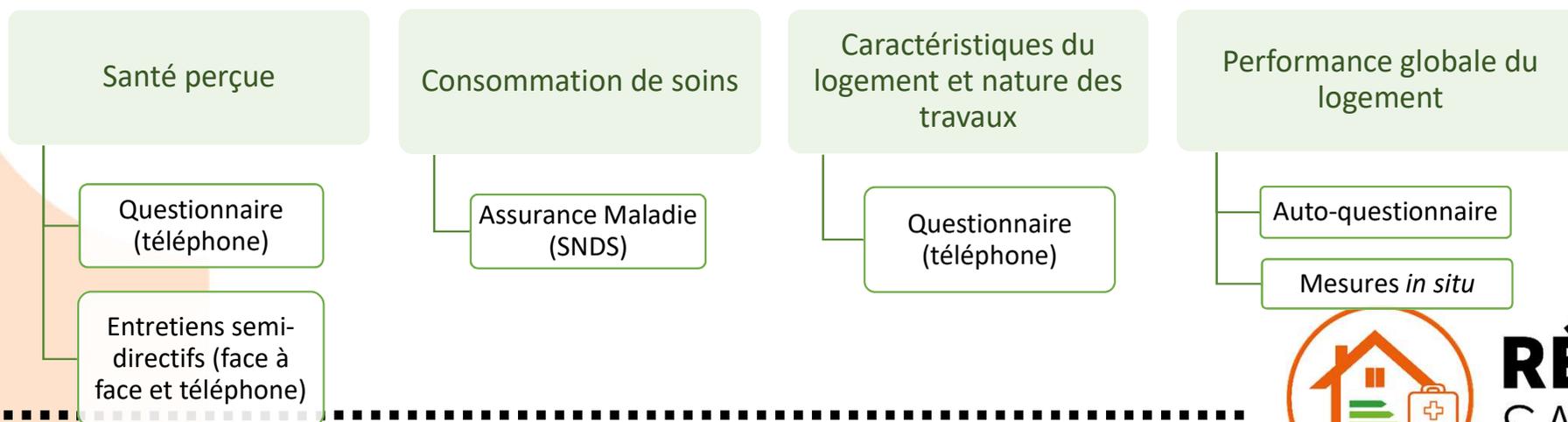
RÉNOV'
SANTÉ

MODALITÉS DE RECUEIL DE DONNÉES

Qui ? SOLIHA, Compagnons Bâisseurs et CSTB *en partenariat avec les acteurs locaux*

Comment ?

- Étape 1 : information et mobilisation des ménages (affiches, flyers, courriers, porte à porte, mail, téléphone, visites)
- Étape 2 : recueil du consentement écrit
- Étape 3 : recueil des données



RÉNOV'
SANTÉ

ANALYSES STATISTIQUES

Comparaisons avant vs après travaux

LOGEMENT

- Dépenses énergétiques
- Consommation d'énergie
- Mesures de qualité de l'air
- Confort d'ambiance déclaré

SANTÉ PERCUE

- Score global de Duke
- Sous-score santé physique
- Sous-score santé mentale
- Sous-score santé sociale

CONSOMMATION DE SOINS

- Nombre de consultations de médecins généralistes et spécialistes
- Nombre de recours aux urgences
- Nombre de remboursements de psychotropes
- Nombre de remboursements de médicaments en lien avec le système cardiovasculaire ou respiratoire

ÉNOV'
SANTÉ

RÉSULTATS



RÉNOV'
SANTÉ

PARTICIPATION

- ❑ 267 questionnaires santé (individus)
- ❑ 175 questionnaires logement (ménages)
- ❑ 258 NIR renseignés
- ❑ 10 logements méthode QSE
- ❑ 18 entretiens qualitatifs



RÉNOV'
SANTÉ

CONCLUSION



RÉNOV'
SANTÉ

FORCES ET LIMITES



- Peu d'études sur le sujet
- Étude longitudinale
- Travail multi-partenarial et transdisciplinaire (santé, logement)



- Locataires difficiles à atteindre
- Données sensibles
- Risque de perdus de vue entre la phase avant et après travaux
- Étude limitée à un an après travaux



RÉNOV'
SANTÉ

Merci de votre attention !



RÉNOV'
SANTÉ

BIBLIOGRAPHIE

Barnes, M., Butt, S., & Tomaszewski, W. (2008). *The dynamics of bad housing : The impact of bad housing on the living standards of children*. <https://espace.library.uq.edu.au/view/UQ:236388>

Collins, K. J. (1986). Low indoor temperatures and morbidity in the elderly. *Age and Ageing*, 15(4), 212-220. <https://doi.org/10.1093/ageing/15.4.212>

Geddes, I., Bloomer, E., Allen, J., & Goldblatt, P. (2011). *The Health Impacts of Cold Homes and Fuel Poverty*.

Green, G., & Gilbertson, J. (2008a). *Warm Front, Better Health : Health Impact Evaluation of the Warm Front Scheme*. Centre for Regional, Economic and Social Research - Sheffiel Hallam University. <https://www.semanticscholar.org/paper/Warm-Front%2C-Better-Health%3A-Health-Impact-Evaluation-Green-Gilbertson/a7fa447d7abeefca1e0e4755408651e91bf7ef24>

Lacroix, E., & Chaton, C. (2015). Fuel poverty as a major determinant of perceived health : The case of France. *Public Health*, 129(5), 517-524. <https://doi.org/10.1016/j.puhe.2015.02.007>

Ledésert, D. B., Gazaix, L., & Buresi, S. (2013). *Étude sur les liens entre précarité énergétique et santé dans l'Hérault*. 69.

Mohan, G. (2022). The impact of household energy poverty on the mental health of parents of young children. *Journal of Public Health*, 44(1), 121-128. <https://doi.org/10.1093/pubmed/fdaa260>

Wilkinson, P., Landon, M., Armstrong, B., Stevenson, S., & Mckee, M. (2001). *Cold comfort : The social and environmental determinants of excess winter death in England, 1986-1996*.



RÉNOV'
SANTÉ

Série thématique : Précarité énergétique

Se loger et se déplacer en toute sobriété



Stéphane BARRIER

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes



Claire DELFOSSE

Laboratoire d'Études Rurales
Université de Lyon



Patrick GRIMAULT

Cap Rural



Anna LLOYD

ORS Auvergne-Rhône-Alpes

MARDI 27 JUIN 2023

Inégalités de genre et enjeux écologiques : la place des femmes dans la transition

Quand les écoféministes montrent les articulations
entre inégalités genrées et écologie



crédit : Henri Hethalmi

Jeanne BURGART GOUTAL

Philosophe spécialiste de l'écoféminisme

L'ÉCOFÉMINISME EN QUESTIONS



1. Qu'est-ce que l'écoféminisme ?

- L'écoféminisme ou les écoféminismes ?
- Un mouvement d'activisme politique et un courant d'idées multiformes

Mobilisations écoféministes des années 1980

1979 & 1980 :

Women's

Pentagon Actions

(USA)



1981 - 2000

Campement anti-nucléaire

non-mixte de

Greenham Common

(GB)



Autour du mouvement : une multitude de luttes apparentées à travers le monde

Inde: le mouvement Chipko



Bolivie: le Renamat



... 2018 ...

Pieds de Biche à Ende Gelände



... 2019 ...

Bombes atomiques à Bure



2. Pourquoi l'écoféminisme ?

- **Ecoféminisme ≠ écologie + féminisme !**
- **L'idée clé :**



"ALL OPPRESSION IS CONNECTED"

MURAL BY JIM CHUCHU
INSPIRED BY THE POETRY OF
STACEYANN CHIN



1er type d'arguments : factuels

Premières impactées

...

Premières mobilisées

LES FEMMES SONT EN PREMIÈRE
LIGNE FACE AUX CONSÉQUENCES
DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Aujourd'hui les femmes...

représentent **70%** des 1,2 milliard de personnes
vivant avec moins de **1\$/JOUR** 

assurent **60 à 80%** de la production
agricole dans les pays en développement 
mais ne gagnent **que 10% du** et possèdent
revenu total **moins de 2%** des terres

consacrent **3X** plus de temps à la
collecte de l'eau que les hommes 

sont plus menacées que les hommes
Le risque de décès en cas
de catastrophe naturelle est **14X** plus élevé
pour les femmes 

2ème type d'arguments : systémiques



édition 8

CAPITALISME
ET PATRIARCAT,
INDISSOCIABLES
ENNEMIS ?

#CLFAntigones

Trente siècles plus tard, voilà le résultat : il y a toujours des dominants qui exploitent des gens pour faire le travail lié à l'existence matérielle, mais plus seulement dans leur propre foyer. Maintenant, c'est carrément à l'autre bout du monde ! Dans le bouquin, ce système est appelé :

LE CAPITALISME PATRIARCAL NÉOCOLONIAL

Ben oui, Archi, c'est bien ce que je disais : on est la base qui porte tout ! En théorie, on est puissantes, mais il y a souvent un univers entre la théorie et la réalité...

Parfois, on parle de gravir les échelons de la société, mais elle est où, l'échelle ? Moi, je ne la vois pas. Je ne vois pas non plus d'escalier, ni d'ascenseur, ni d'escalator. À la rigueur une corde lisse, à laquelle les plus costauds peuvent s'agripper de toutes leurs forces en espérant grimper quelques mètres avant que leurs muscles ne lâchent, ou une pyramide aux parois glissantes, du haut de laquelle les « élites » balancent de la chaux vive pour empêcher les autres de grimper, tout en leur faisant croire que c'est possible, que c'est la règle du jeu, qu'il n'y a qu'à traverser la rue et à se remonter les manches.

↑ ÉCONOMIE VISIBLE
↓ ÉCONOMIE INVISIBLE

Comment veux-tu que j'explique ça à mes enfants ? Est-ce que je dois leur mentir ? Leur faire croire qu'il suffit de bien travailler à l'école pour avoir les mêmes chances que ceux qui partent de plus haut ?



NATURE

COLONIES

TRAVAIL DOMESTIQUE DES FEMMES

AUTO-PRODUCTION ALIMENTAIRE

TRAVAIL AU NOIR
TRAVAIL INFORMEL
TRAVAIL DES ENFANTS

TRAVAIL SALARIÉ

CAPITAL

MINÈRE D'URANIUM
BANANERAIE

PLANTATION CAFE

3ème type d'arguments : symboliques

L'identification

symbolique

des femmes

avec la nature ...



La femme est naturelle, c'est-à-dire abominable.

(Charles Baudelaire)

qq citations

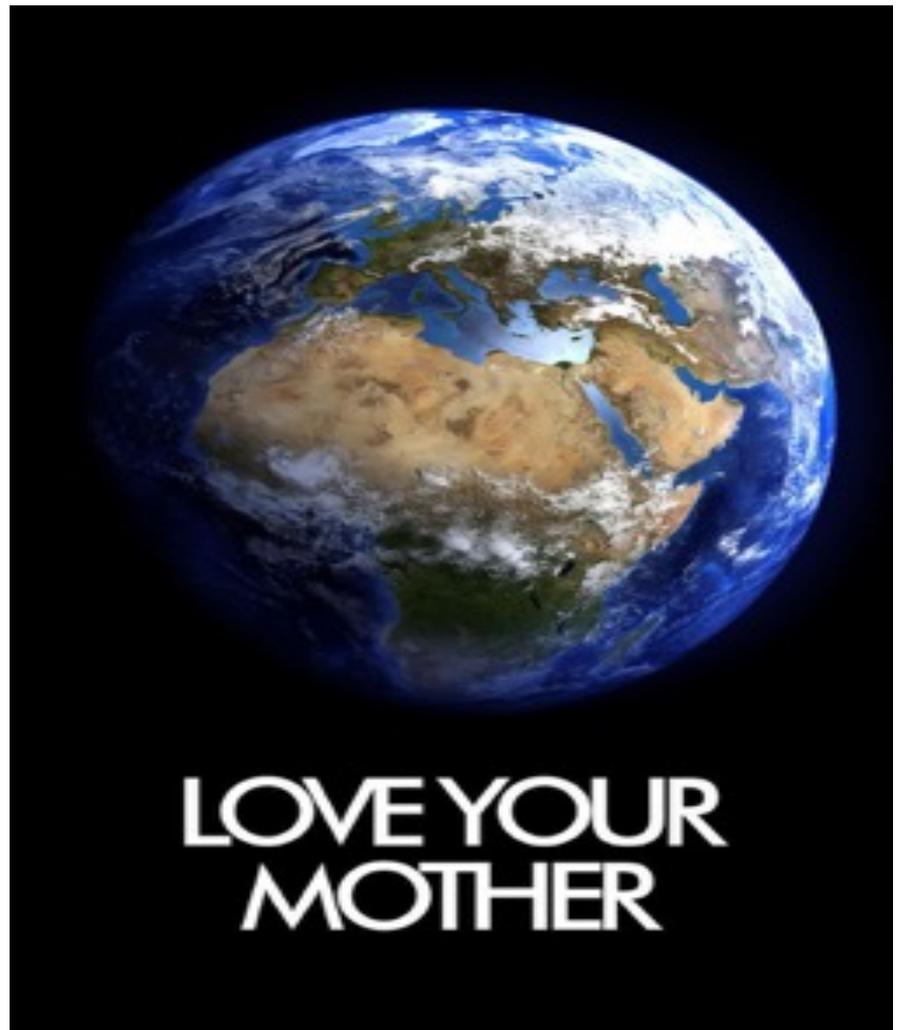


Appelons la femme un bel animal sans fourrure
dont la peau est très recherchée.

(Jules Renard)

qq citations

... et réciproquement



3. Quels sont les buts de l'écoféminisme ?

- **Conséquence d'une critique systémique => des utopies et des actions systémiques**
- **L'écoféminisme est donc incompatible avec le féminisme libéral et avec la croissance verte**

2 grandes caractéristiques des « revendications » écoféministes :

- elles se situent à l'**articulation** de plusieurs enjeux et excluent donc les revendications centrées sur un seul enjeu au détriment des autres

=> *"redéfinir le féminisme comme un mouvement destiné à abolir toutes les formes d'oppression"* (Greta Gaard)

- elles ne se contentent pas de revendiquer, de militer pour ou contre ; mais elles cherchent à **incarner** ici et maintenant le futur désiré

=> *"une politique de joie de vivre"* (Ynestra King)

**Le grand principe :
de la pyramide
au cercle**

EGO



ECO



En fait, les formes d'oppression, c'est comme un sac de nœuds. Si tu tires sur un fil, tu peux en dégager un bout, mais le reste de la pelote se resserre et donc rien ne se résout jamais.

RISQUES DES LUTTES SÉPARÉES LES UNES DES AUTRES :

- RISQUES DU FÉMINISME SEUL**
- Accéder en haut de la pyramide... grâce à un métier qui participe davantage à l'écocide.
 - Mettre en place des dispositifs d'ascension sociale... qui ne concernent que quelques privilégiées.
 - S'émanciper des tâches domestiques... par l'exploitation de personnes plus précaires (au lieu de les partager avec les hommes).

ETC.

- RISQUES DU POSTCOLONIALISME SEUL**
- Rattraper les pays « développés »... en accélérant l'exploitation des ressources naturelles.
 - Obtenir son indépendance... et subir une élite locale corrompue qui confisque le pouvoir.
 - Lutter pour récupérer une souveraineté économique... en reproduisant les inégalités hommes / femmes.

ETC.

- RISQUES DE LA JUSTICE SOCIALE ET RACIALE SEULE**
- Faire primer l'unité dans la lutte... en faisant taire les revendications spécifiques aux différents groupes.
 - Mener des combats en faveur d'une minorité... tout en reproduisant les schémas patriarcaux.
 - Gagner en pouvoir d'achat... et l'utiliser pour surconsommer au détriment de la planète.

ETC.

- RISQUES DE L'ÉCOLOGIE SEULE**
- Créer des parcs naturels protégés... en expulsant des populations autochtones.
 - Interdire les voitures polluantes... sans donner les moyens aux plus pauvres d'en changer.
 - Passer au zéro déchet... en faisant peser la charge mentale écologique sur les femmes.
 - Acheter des produits bio... fabriqués dans des conditions injustes à l'autre bout du monde.

ETC.

POST-COLONIALISME

FÉMINISME

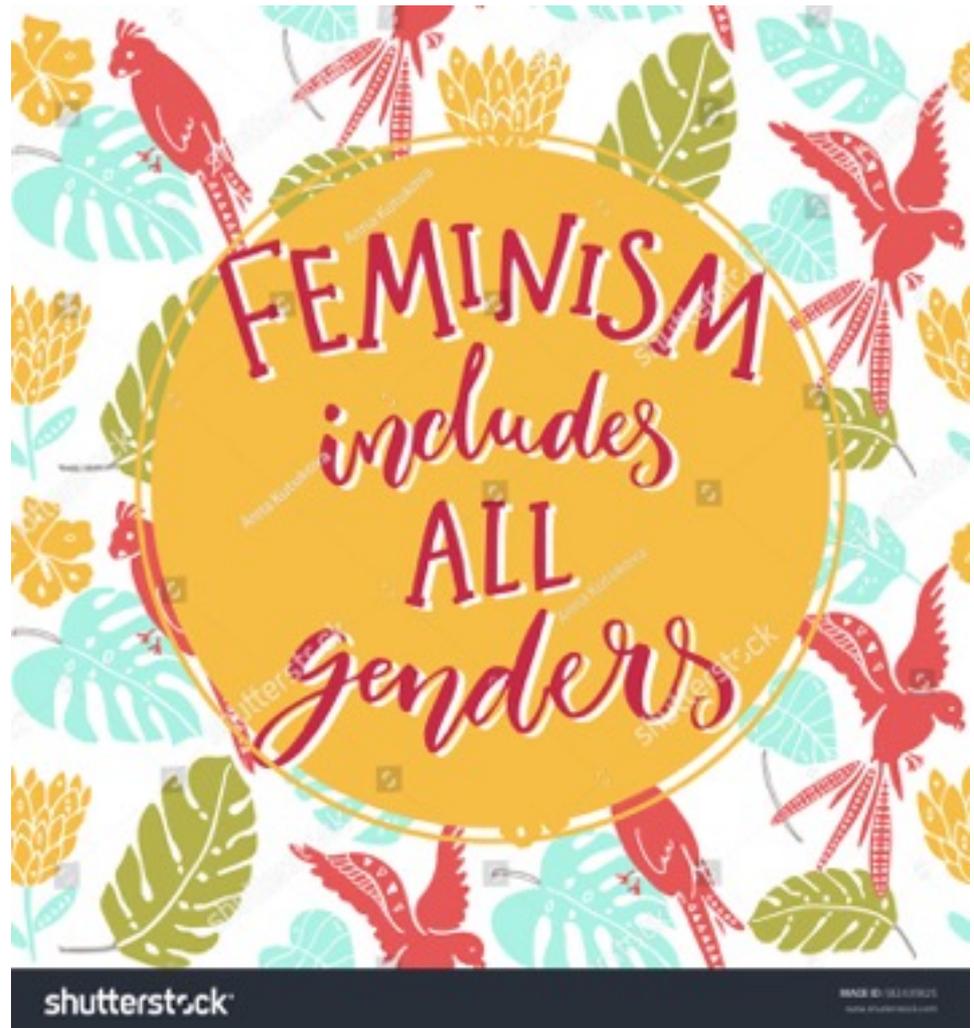
ÉCOLOGIE

JUSTICE SOCIALE ET RACIALE

ÉCOFÉMINISME
Partager équitablement le monde / changer de modèle !



**Et un petit rappel
pour terminer !**



Bibliographie sélective

Oeuvres disponibles en français

- Emilie Hache, *Reclaim*
- Maria Mies & Vandana Shiva, *Ecoféminisme*
- Silvia Federici, *Caliban et la sorcière*
- Starhawk, *Rêver l'obscur*
- n°67 de la revue *Multitudes* (“Ecoféminismes”)
- Jeanne Burgart Goutal, *Être écoféministe*

En anglais

- Val Plumwood, *Feminism and the Mastery of Nature*
- Rosemary Radford Ruether, *Gaia and God*
- Susan Griffin, *Woman and Nature*
- Ariel Salleh, *Ecofeminism as Politics*
- Carolyn Merchant, *The Death of Nature*

En espagnol

- Alicia Puleo, *Ecofeminismo para otro mundo posible*

- Recueil de textes écoféministes depuis les 1980's
- Ouvrage clef de l'écoféminisme postcolonial (vu du « Sud »)
- Relecture écoféministe de l'histoire du capitalisme patriarcal
- Relier magie et politique pour une vie écoféministe
- Textes variés d'écoféministes engagées aujourd'hui
- Une « enquête philosophique » sur l'écoféminisme

- Philosophie : concepts et théories de l'écoféminisme
- Théologie : histoire des religions sous un angle écofem
- Littérature : écouter les voix des femmes et de la nature
- Politique : débats écofem / marxisme / postmodernisme
- Sciences : critique écofem de la science moderne

-
- Pour un “écoféminisme critique” adapté au XXIe siècle

Inégalités de genre et enjeux écologiques : la place des femmes dans la transition

Quand les écoféministes montrent les articulations
entre inégalités genrées et écologie



crédit : Henri Hethalmi

Jeanne BURGART GOUTAL

Philosophe spécialiste de l'écoféminisme



PLATE-FORME DE L'OBSERVATION
SANITAIRE ET SOCIALE
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Merci de votre participation

www.pfoss-auvergne-rhone-alpes.fr

coordination.pfoss@ors-auvergne-rhone-alpes.org